

SPÉCIAL-SOCIAL: 16 PAGES

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 141. — 23 MARS 1963

Riposte aux manœuvres gouvernementales : EXTENSION ET DURCISSEMENT DES GREVES

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES



(Afp.)

PLUS DE 15.000 F ONT ÉTÉ ENVOYÉS AUX MINEURS. L'EFFORT ENTREPRIS PAR LE PARTI DOIT SE POURSUIVRE ET S'INTENSIFIER. ADRESSEZ D'URGENCE VOS VERSEMENTS A LOUIS HOUEVILLE, 47, RUE HOCHÉ, MONTREUIL-SOUS-BOIS (SEINE). C.C.P. PARIS 15.536-77.

(Page 5)

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

- **LENS** : les mineurs iront jusqu'à la victoire finale.
(Lire pages 4 et 6 les reportages de nos envoyés spéciaux M. COMBES et B. CORNILLE).
- **DIJON** : Mécontentement général.
- **SOCHAUX** : Conflit chez Peugeot
- **BESANÇON** : Manifestation à la Rhodiaceta.
- **LA ROCHELLE** : Grève des marins pêcheurs.
- **MARONNE** : Licenciement chez Bréguet.
- **BREST** : Toujours pas d'écoles.
(Lire p. 7, 8 et 9 les dépêches de nos correspondants)

Tandis que le régime cherche à faire traîner les négociations les mineurs poursuivent leur grève.

*

Les actions revendicatives s'étendent dans les entreprises nationalisées et aux P.T.T.

(Page 3)

LA VOIE AFRICAINE DU SOCIALISME

Une interview de René DUMONT
(Page 10)

La mort de Bastien-Thiry

On regrettait que « l'Association contre la peine de mort » n'ait pas encore pris position à l'égard des exécutions capitales pour motif politique.

L'exécution de Bastien-Thiry lui donne l'occasion de protester contre l'application d'une peine, qui est apparue trop lourde à une grande partie de l'opinion publique.

Bastien-Thiry était l'organisateur de l'attentat du Petit-Clamart, le 22 août 1962, contre le Président de la République.

Certains ont pu se demander pourquoi Salan, Challe, Zeller et Jouhaud avaient échappé spectaculairement à la mort.

D'autres avancent que l'exemple donné au fort d'Ivry par le peloton d'exécution peut décourager les éléments de l'O.A.S. qui essaieraient de provoquer, dans les mines, une bataille rangée contre la troupe et les mineurs.

Le second tour

Selon M. MacNamara, la Russie serait complètement détruite aussitôt que les U.S.A. auraient riposté à la première attaque venue de l'U.R.S.S.

Le premier bilan du massacre s'établirait comme suit : 300 millions répartis équitablement entre les U.S.A., l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale.

La bataille ne deviendrait réellement intéressante qu'au second tour.

Le noyautage

Le « noyautage » est très mal vu.

On appelle « noyautage » la transformation d'un groupement d'hommes de bonne volonté en groupe d'action.

Il ne faut pas craindre de noyauter, ni d'être noyauté : il faut s'ouvrir.

Un parti, un comité, une association, un homme ouvert n'a pas de noyau. Mais un but.

Le pourrissement

Il y a deux manières d'étudier le « socialisme » :

— Ou on cherche dans une étude du passé l'annonce des événements futurs ;

— Ou, au contraire, on tient pour inexistant les événements passés, parce que dépassés par les événements présents auxquels il importe seul de s'ouvrir.

On rencontre ainsi des socialistes qui recherchent dans la grève des mineurs les premiers signes du « pourrissement ». Non parce qu'ils sont hostiles à l'extension de la grève. Ils s'y diraient favorables s'ils voulaient bien laisser parler eux-mêmes et non ce qu'ils ont appris dans les livres au chapitre des grèves.

Parce que les grandes grèves de l'après-guerre ont marqué un arrêt à la troisième semaine, et parce que ces camarades ont retenu ce fait, ils voudraient que la grève des mineurs « pourrisse » après la troisième semaine. De façon que leurs « analyses » soient justes et de façon qu'ils puissent se déclarer satisfaits vis-à-vis d'eux-mêmes d'avoir été clairvoyants, non pas grâce à eux seuls, mais grâce à des livres.

Cette grève est extraordinaire. Elle sort de l'ordinaire. Il n'y a personne qui crie à la grève générale, et la grève se généralise. Parce que c'est une exigence du peuple. Non pas du peuple

avec le grand P, le peuple qui envoie les socialistes à la Chambre des Députés, mais le peuple qui veut être lui-même et fier de lui.

Le communautarisme

Après avoir été soigneusement conspué, le R.P. Teilhard de Chardin est honoré. Il était mort à New York, à demi-exilé. « La Vie Nouvelle » organise deux conférences à Laval, dans le cours desquelles le jésuite éminent sera réhabilité.

« La Vie Nouvelle », selon « Ouest-France » (édition du 5 mars 1963) serait un « mouvement de formation et d'éducation communautaire agréé par le ministère de l'Éducation nationale ».

Selon l'« Express » (édition du 28 février), ce « mouvement » est, en fait, inspiré par l'Église catholique et il se vouera à l'action civique en liaison avec d'autres groupements. Cette action commencera, à Laval, par deux conférences sur Teilhard de Chardin, considéré, à présent, par l'Église comme un précurseur.

autour du colonel Trinquier, de l'O.A.S.

La C.G.T. alarma les autres syndicats, puis les sections des partis politiques qui se relayèrent autour de la maison de Mme Madinier, pour observer les faits.

Un de nos camarades se mêla aux invités et apparut tout à coup au milieu du salon. Il fut reconnu par Trinquier.

Il y avait là trente personnes auxquelles Trinquier était venu présenter son « parti ». Il appela cet auditoire, élargi par le whisky, le « peuple ».

Le colonel parla du 13 mai. Notre camarade posa des questions :

— Croyez-vous à un prochain affrontement de Français ?

— Oui, dit le colonel.

Un monsieur, qui était royaliste, demanda qu'un Etat corporatiste soit édifié.

— Comment voyez-vous la représentation des agriculteurs qui font les 40 p. 100 de notre population dans cet Etat ? demanda notre camarade.

Le monsieur ne savait pas. Assistait à la réunion Guimard, Pesquet et quelques autres activistes reconus.

Les invités se séparèrent à une heure du matin.

Les soirées d'Alençon

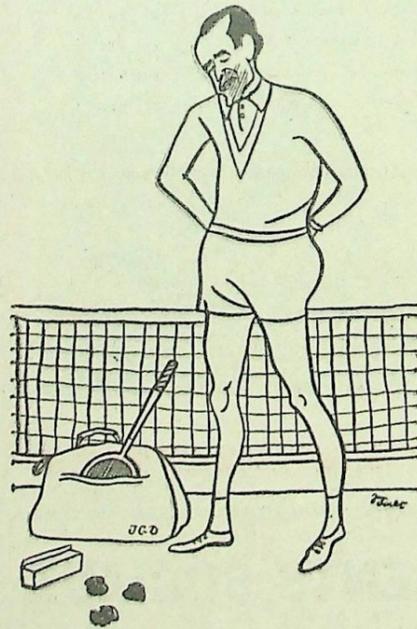
Une conférence privée a réuni le 31 janvier, à Alençon, différentes personnes

Le bureau des pleurs

Nous apprenons de source sûre que M. Bordaz, directeur général de la R.T.F., a

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

« Pas de sous, pas d'carbon »



Chaban-Delmas : « Comment voulez-vous jouer avec des gens qui ne jouent pas le jeu ? »

Si tu veux la bombe A renonce aux 40 heures

Des logements, Des écoles... Pas de bombe A !

2 bandeaux 20x50
Prix : 0,05 F pièce. C.C.P. 58-26-65.
Payez à la commande : 54, bd Garibaldi, Paris-15°.

interdit à ses « agents » de se plaindre à l'extérieur comme à l'intérieur de la marche de ses services.

— En effet, explique-t-il, il ne faut pas que le public apprenne que mes services ne fonctionnent pas. Autrement, j'aurais l'air de quoi ? Effectivement.

Mais les « agents » ont décidé de le libérer de sa peur, hystérique un peu, de l'opinion publique en lui apprenant avec patience à donner au public ce qu'il lui demande de lui donner.

Vive le socialisme américain !

M. Kennedy annonce que quatre aviateurs des forces armées des U.S.A. ont été abattus par la défense cubaine au cours de l'invasion manquée de la baie des Cochons. De plus, une vingtaine d'autres aviateurs U.S. appuyaient l'invasion des émigrés contre Castro.

Ces explications ont-elles pour but de préparer l'opinion à une plus large participation de soldats des U.S.A. lors d'une nouvelle invasion qui serait très prochaine ?

Déjà, l'appui matériel accordé aux émigrés entraînés et équipés par l'armée américaine suffirait à nous inquiéter, nous et la poignée de socialistes des Amériques Nord et Sud qui suivent le sort de Cuba avec les yeux de Cuba pour sa révolution.

La grève vue du Borinage

Nos camarades de Liévin, dans le Pas-de-Calais, ont reçu, le 9 mars, la visite de notre camarade E. Glinne, député du parti socialiste belge du Borinage et rédacteur de « La Gauche ».

Le refus de la réquisition par les mineurs français l'a fortement intéressé. Il rappela que le droit de réquisition avait été organisé par des ordonnances approuvées par des ministres S.F.I.O. avant 1958.

De Gaulle s'y est seulement reporté le 2 mars 1963, en « faisant à Colombey-les-Deux-Eglises » son décret.

E. Glinne a tenu à prendre contact avec notre fédération du Pas-de-Calais, pour l'assurer que toutes ses sympathies vont dans le mouvement socialiste français, au P.S.U.

L'hebdomadaire « La Gauche » ouvre une souscription pour soutenir les grévistes. Le montant de la souscription sera versé au comité intersyndical d'aide aux grévistes.

Mal informé

Dans Combat du 13 mars, un certain Philippe de Saint-Robert, sous le titre prétentieux « D'une certaine gauche », se mêle de philosopher sur les notions de droite et de gauche. Sa pensée est si indigente qu'il est obligé de bourrer son article de citations : péle-mêle, François Jeanson, Simone Weil, Raymond Aron, Edgar Morice. Bref, à défaut d'idées, ce monsieur a des lecteurs. Et pourtant, son information sur les faits politiques, dont il veut bien consentir à s'occuper, est quelquefois sans défaut. S'en prenant au P.S.U., il construit tout son raisonnement sur un « fait » : Pierre Mendès-France a quitté ce parti. Malchance : c'est juste au même moment que notre

étudiants de Rennes pour-quoi il était membre du P.S.U.

Les autruches

M. Pisani est venu faire sa petite visite au Salon Agricole. Il doit étudier présentement le moyen d'utiliser les champs de neige en agriculture, car il montrait une mine bronzée du plus joli effet... Notre ministre débordé d'activité... On raconte aussi que devant les magnifiques autruches, orgueil du Salon, il a eu un mouvement de recul : ça lui rappelait quelqu'un... Encore heureux qu'il ne se soit pas mis au garde-à-vous...

Enfin...

France Binard vient d'être mise en liberté provisoire. Emprisonnée à la Petite Roquette elle subissait les brimades de ses compagnes de cellules détenuées activistes.

C'est la première libération, mais il reste encore huit militants des réseaux d'aide au F.L.N., emprisonnés soit à Fresnes, soit à Lyon.

Cuba et les hommes dévoués

Décidément Cuba empêche de dormir les dictateurs sud-américains.

Mais qu'ils n'aient pas de craintes, leur berger est là qui veille.

Le Président Kennedy n'a-t-il pas déclaré à la Conférence de San José de Costa Rica : « Nous construisons autour de Cuba, non pas, comme à Berlin, un mur de briques, de ciment ou de fil de fer barbelé, mais un mur d'hommes dévoués, déterminés à protéger leur souveraineté et leur liberté ».

A défaut d'idées, les belles formules peuvent toujours servir les hommes dévoués. Mais à propos ! Dévoués à qui ?

LE BILLET DE JEAN BINOT

D'INTUITION

Reconnaître à trois messieurs la qualité de sage, c'est, par les temps qui courent, leur conférer un titre des plus flatteurs — encore que la sagesse ignore la flatterie — et cela, même si le pouvoir qui le décerne est... ce qu'il est.

A regarder toutefois les choses d'un peu près, ce titre fait penser à l'étiquette « factice » qui accompagne les flacons d'étalage afin de décourager les intentions des amateurs...

Car, enfin, nos sages vont proposer ; le monarque décidera. Et l'on voit mal celui qui a signé le décret de Colombey supporter l'idée qu'il existerait des sages plus sages que lui !

Autrement dit, le résultat de leur méditation pourra fort bien tenir dans un de ces flacons, accompagné de l'étiquette « factice » ?

Et c'est ce que, d'intuition, les mineurs, les gaziers, les cheminots et les postiers ont parfaitement compris.

Pour tenir en échec le pouvoir gaulliste

LE pouvoir gaulliste, qui avait déjà essayé un échec lorsque les travailleurs des mines ont refusé d'obéir au décret de réquisition, est en train d'en subir un second par l'extension et la multiplication des mouvements revendicatifs et par la poursuite de la grève des houillères.

Le gouvernement en effet a tenté, la semaine dernière, une double manœuvre.

D'une part, en créant la commission Massé, il a voulu trouver une procédure pour faire durer le conflit et essayer d'user la combativité des travailleurs, tout en se donnant l'air de prendre des initiatives pour engager de nouveau la discussion.

D'autre part, il a annoncé que le ministre des Finances allait étudier les « conséquences budgétaires d'éventuelles hausses de salaires dans les entreprises nationales » : en clair, cela signifiait qu'il cherchait à rejeter sur les salariés du secteur nationalisé la responsabilité de nouvelles hausses, de nouveaux impôts, bref d'un danger plus grave d'inflation.

Ces calculs ont jusqu'ici étaient déjoués.

Les mineurs, loin de reculer ou de manifester des hésitations, ont persévéré ; ils ne cessent d'affirmer leur volonté de tenir, comme l'indiquent tous les témoignages recueillis dans les bassins. Les travailleurs de Lacq ont eux aussi poursuivi leur mouvement.

Les P. et T. ont engagé une première offensive, cependant qu'à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., au Gaz de France et à l'Electricité

de France de nouveaux arrêts de travail étaient décidés. On pouvait constater en même temps que le mouvement de solidarité matérielle ne s'était pas affaibli et que l'opinion demeurait compréhensive pour toutes ces manifestations de mécontentement.

Il faut tout faire pour tenir en échec les manœuvres du pouvoir et lui infliger une défaite.

Nous ne devons pas cesser de dénoncer sa responsabilité totale dans la situation actuelle.

S'il se trouve en présence de cette soudaine explosion, c'est parce qu'il a été incapable, malgré les affirmations répétées dans les discours présidentiels, d'empêcher une hausse des prix, bien antérieure aux rigueurs de l'hiver. Les demandes d'augmentations de salaires sont conséquence et non cause. Le langage tenu par le Premier ministre est le langage traditionnel de tout gouvernement de droite : s'il y a danger d'inflation, c'est la faute des travailleurs et, pour faire face à ce danger, ce sont les salariés qui doivent les premiers et les seuls supporter des sacrifices. La politique « sociale » du régime n'est rien d'autre que celle d'un Laniel ou d'un Pinay.

Et ce régime n'a même pas l'excuse d'avoir manqué de temps pour prévoir et organiser. Nous a-t-on assez vanté les avantages de la stabilité et de l'autorité ? Qu'en a-t-on fait ? Il a fallu ces mouvements de grèves pour que le gouvernement découvre la nécessité

d'avoir une politique cohérente des sources d'énergie. Mais à quoi sert donc le Commissariat au Plan ? Et que valaient tous les propos tenus, tout récemment encore, sur l'orientation « sociale » du IV^e Plan ? On ne pouvait plus ouvertement étaler l'imprévoyance et le bluff du régime.

Répétons enfin que si des difficultés budgétaires nouvelles surgissent, l'augmentation des dépenses improductives, en particulier des dépenses militaires, n'y est pas étrangère. La force de frappe, comme le montre d'autre part Pierre Naulle, a aussi sa part, sa large part dans la menace d'inflation.

Les hommes de l'U.N.R. auront beau répéter qu'on ne doit pas « politiser » les grèves, il n'en reste pas moins que les grèves ont une portée politique et qu'elles atteignent le régime lui-même. Elles font apparaître clairement son impuissance, son imprévoyance et l'orientation réactionnaire de sa politique économique et sociale.

C'est bien pourquoi ces mouvements de revendications, qu'on le veuille ou non, ont un prolongement politique. Il faut en prendre acte et en tirer la conclusion qui s'impose chaque jour avec plus d'évidence : la nécessité de coordonner ces actions et de les prolonger par un large accord sur un programme commun, comme l'indique la résolution de notre C.P.N. Notre parti a déjà pris des initiatives dans ce sens et il poursuivra ses efforts auprès des partis et des organisations syndicales.

Robert Verdier.

Coordination des actions revendicatives pour faire céder le pouvoir déclare le Comité politique national du P. S. U.

Le Comité politique national, réuni à Paris les 16 et 17 mars, a consacré la plus grande partie de ses délibérations à un examen de la situation créée par l'extension des conflits à la suite de la grève des mineurs. On trouvera ci-dessous la résolution votée par le C.P.N. sur ces problèmes.

L'ANNEE sociale de l'U.N.R. est terminée avant d'avoir commencé. Le gouvernement a dévoilé ses véritables intentions. Le général de Gaulle, en signant le décret de réquisition des mineurs, a montré la volonté du régime de restreindre les libertés qui nous restent et les possibilités d'intervention syndicale. Mais l'action résolue des mineurs pour la défense du droit de grève a obligé jusqu'ici ce pouvoir « qui ne recule pas » à ne pas appliquer concrètement les mesures de réquisition.

Ce puissant mouvement de solidarité qui appuie les mineurs, l'extension du conflit à d'autres secteurs professionnels, l'unité et la combativité des travailleurs du sous-sol ont obligé le gouvernement à ouvrir des négociations tout en gardant la volonté de faire pourrir le mouvement.

La généralisation des luttes revendicatives dans les différents secteurs, préconisée dès le début par le P.S.U., et leur coordination dans le secteur

nationalisé et dans l'ensemble des industries sont aujourd'hui indispensables pour faire céder le pouvoir.

Les mineurs sont en droit d'attendre que la solidarité dont ils bénéficient s'exerce pour les aider à obtenir le paiement des jours de grève.

Les luttes pour l'augmentation des salaires, le droit de grève, la quatrième semaine de congés, la semaine de 40 heures et les retraits mettent en cause toute la politique économique du régime.

Le IV^e Plan a été élaboré au mépris des intérêts des travailleurs et les chiffres de la commission des Comptes de la nation montrent la volonté du néo-capitalisme de développer l'autofinancement des entreprises sur le dos des classes populaires.

En annonçant l'étude d'un nouveau plan de l'énergie, en demandant un rapport sur les salaires des secteurs public et privé, le gouvernement avoue lui-même l'incapacité et le caractère antisocial de la politique économique qu'il a suivie.

Le pouvoir est partagé entre la volonté d'empêcher, par ce blocage des salaires, les travailleurs d'augmenter

leur pouvoir d'achat ou d'arriver au même résultat par l'inflation (hausse des prix). C'est pourquoi les augmentations de salaires exigées par les travailleurs, pour demeurer réelles, doivent être le point de départ d'une lutte contre la politique économique du régime.

Le P.S.U. réaffirme la nécessité du regroupement des organisations syndicales et politiques des travailleurs autour d'un programme comportant les points suivants particulièrement mis en valeur par la situation actuelle :

— extension des droits syndicaux (reconnaissance de la section syndicale d'entreprise) ;

— gestion démocratique des entreprises publiques ;

— nationalisation des pôles de domination économique (énergie, banques d'affaires, sidérurgie...), sous contrôle ouvrier et sans indemnité ni rachat pour les gros actionnaires ;

— planification démocratique et décentralisation permettant, entre autres, une réelle expansion des diverses régions françaises (implantation d'entreprises nouvelles, etc.), ce

qui suppose la destruction des privilèges capitalistes.

Le P.S.U. affirme aussi la nécessité pour les mouvements ouvriers et socialistes européens de se coordonner étroitement pour des luttes revendicatives communes et simultanées.

L'orientation ci-dessus définie peut donner sa véritable perspective au combat actuel des travailleurs en grève.

Il s'agit, en effet, de porter des coups sérieux au régime gaulliste gérant des intérêts capitalistes en réunissant, dans une action coordonnée pour la défense des aspirations les plus profondes des classes populaires, les organisations syndicales et les organisations politiques se réclamant du socialisme.

La victoire des travailleurs en grève ouvrira, malgré les difficultés et les pièges que le régime ne manquera pas de tendre, la possibilité d'une mise en question du gaullisme. Elle renforcera l'autonomie d'action et les capacités d'intervention des forces syndicales et socialistes. Il ne doit pas y avoir d'hésitation. Tous à l'action !

La grande manifestation ouvrière de Lens :

UNE DEMONSTRATION DE FORCE POPULAIRE

LENS, ville minière cernée par les chevalets et les terrils, vit dans la fièvre engendrée par la grande lutte des « gueules noires ». Ce samedi 16 mars précisément une grande manifestation a été annoncée pour l'après-midi. Des affiches placardées sur les murs, invitant la population à y participer ; on remarque aussi des affiches syndicales sur la grève des mineurs (l'une d'elles, celle de Force Ouvrière, envisage le recours à la grève générale si l'intransigeance du gouvernement persiste). Les partis de gauche, de leur côté, font appel à la solidarité sur les murs.

Cependant, dans les corons aux maisons de briques, on exprime une calme détermination. « Nous ne pouvons lâcher maintenant, nous tiendrons le temps qu'il faudra... » m'ont dit des camarades mineurs à qui j'ai rendu visite. Et ils ajoutaient : « Ce n'est pas comme en 48... Cette fois les commerçants eux-mêmes nous aident. »

L'après-midi, je me retrouve aux alentours de la place de la République, lieu de rassemblement, avec le camarade Suret, secrétaire fédéral, section de Lens. De toutes parts affluent des groupes précédés de fanfares et de banderoles, au milieu d'un grand concours de population. Il en vient de partout, des cités minières du département, d'Auchel, de Bruay, de Courrières... et aussi du Nord, de Douai, de Valenciennes, etc... On remarque une banderole de l'U.N.E.F. de Lille suivie d'une délégation d'étudiants.

Le cortège s'ébranle au son de l'Internationale, sous les applaudissements de la foule massée sur les trottoirs. En tête viennent les étendards rouges de la C.G.T. et de F.O., l'étendard tricolore de la C.F.T.C. On crie : « Pas d'sous, pas d'carbon », « Des sous Charlot », « Pompidou au carbon ». Une forêt de pancartes émerge du cortège. On lit notamment les inscriptions suivantes : « Nos 11 % », « Retour aux 40 heures », « Respect du droit de grève et des libertés syndicales », « A bas la réquisition », « Nous ne céderons pas », « Vive l'unité C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. », « Vive la solidarité », « Charlot à la retraite ». Une pancarte dont il n'est pas difficile de deviner l'origine : « Pas de pourparlers séparés ». On distingue également des portraits humoristiques de « Charlot » déguisé en mineur. Mais sur une banderole rouge se détache en lettres d'or cette inscription : « Devant Charlot 63 comme devant Hitler 41, les mineurs ne plieront pas les genoux. »

Sur la place Roger-Salengro où se pressent plusieurs dizaines de milliers de personnes, une estrade est dressée. On discute en attendant que les orateurs prennent la parole. Une femme de mineur dit près de moi : « On pensait à Paris qu'un mineur gagnait 120.000 francs par mois. Il faudrait plutôt dire la moitié. »

Bergamani, secrétaire fédéral adjoint de la C.F.T.C., parle le premier : « Camarades, dans vos intérêts et votre dignité, vous avez été profondément atteints » s'écrie-t-il. Et il parle du retard pris par les salaires des mineurs, des menaces qui pèsent sur l'avenir des charbonnages, du chômage qui a sévi dans le Centre-Midi, de la réduction de la production de 58 à 53 millions de tonnes, de l'insuffisance des pensions d'invalidité professionnelles...

Puis l'orateur évoque « le mépris de vos représentants et à travers eux de vous-mêmes. » Il déclare que « l'autorité ne peut s'établir que sur le respect. » Il parle des « décisions unilatérales », des « attermolements » du gouvernement qui ont abouti le 15 février à proposer 4 % d'augmentation au lieu des 11 % demandés. Il évoque l'entrevue du 27 février avec le ministre Bokanowski « entouré d'une cohorte policière. » Il insiste sur le fait que l'échec de la réquisition constitue « une grande victoire contre la conception actuelle de l'autorité ».

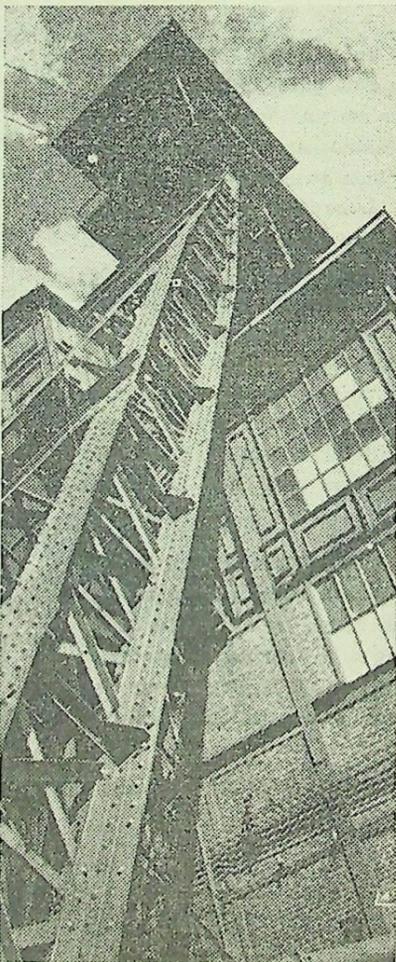
Et Bergamani use d'autres formules excellentes qui égratignent le pouvoir : à propos de l'intervention radiotélévisée de Pompidou, « après la réquisition, la télévision. » Il interroge ironiquement : « Les caisses ne sont-elles plus pleines ?... Le méde-

(D'un de nos envoyés spéciaux à Lens, Maurice Combes.)

cin est-il encore à la hauteur se la tâche présente ? »

L'orateur croit pouvoir opposer les concessions faites par le patronat privé en matière de salaires et de congés payés à l'intransigeance de l'Etat-patron. Il se demande si le Pouvoir n'entend pas « briser les structures de défense des syndicats après avoir ébranlé celles des partis politiques. »

Le porte-parole de la C.F.T.C. s'interroge sur l'utilité de la « Commission des Sages » alors qu'une commission interministérielle chargée de l'examen de ces problèmes siègeait depuis plusieurs années. Il termine sous les applaudissements en invitant les inorganisés à adhérer au syndicat de leur choix, à « participer à l'œuvre commune », en soulignant qu'il ne doit pas y avoir de reprise du travail sans un accord « que nous



(Photo Tribune.)

Ce puits est condamné.

souhaitons signé par tous », en lançant un appel à la discipline.

Henri Martel, secrétaire de la fédération C.G.T. du sous-sol, parle ensuite. Il le fait avec l'autorité d'un dirigeant qui a une longue expérience et qui est à la tête d'une organisation puissante dont les militants ne seront pas cette fois isolés comme en 1948, isolés face aux pelotons de C.R.S.

D'emblée, il souligne qu'on n'a jamais vu « une telle foule dans les rues de la capitale minière », à l'occasion d'une grève « que le Pouvoir a voulu illimitée. »

Il sait trouver le chemin de la sensibilité ouvrière en adressant son salut aux femmes des mineurs, aux camarades étrangers (notamment les Marocains) qui sont entrés dans la lutte.

Il salue également les différentes couches de la population (fonctionnaires, commerçants, artisans) qui manifestent leur solidarité aux mineurs. Il salue les parlementaires, les élus municipaux présents, tout en se défendant « de vouloir donner une signification politique au mouvement ». Mais il ajoute bientôt : « La politique du Pouvoir va à l'encontre de nos revendications. »

Il ne renie pas la prudence dont son organisation a fait preuve en suspendant le 31 janvier la grève du rendement, en donnant un délai de réflexion de 15 jours au gouvernement. Mais ce dernier s'est trompé « s'il a pris notre sagesse pour de la résignation ».

Et Martel salue le « puissant mouvement revendicatif qui se développe dans le pays » : les luttes des gaziers et électriciens, des cheminots, des métallos, des travailleurs des industries chimiques. Il s'interroge lui aussi sur le bien-fondé d'une commission d'enquête « sur des chiffres et des situations archi-conus. »

Il évoque la possibilité d'une reprise pour le mardi suivant (le lundi étant jour chômé) mais en tout cas « la division est morte. » Quoi qu'il arrive, « nous ne laisserons pas pourrir notre magnifique mouvement », s'écrie-t-il.

Et c'est le rappel des revendications : 11 % d'augmentation de salaires, retour aux 40 heures, une semaine supplémentaire de congés payés. Des pourparlers ont été engagés. Le gouvernement n'offre toujours que moins de 5 % et entend subordonner les autres revendications à la réalisation du plan de production. Les discussions viennent d'être interrompues, annonce Martel.

Des cris s'élèvent : « A Paris ! » L'orateur se prononce contre des pourparlers séparés, contre « le torpillage du plus puissant mouvement qu'ait connu notre corporation. »

Il dénonce « les tarifs préférentiels » que les Houillères consentent aux trusts et, s'il s'en prend par ailleurs « à la cupidité des capitalistes et à la volonté des monopoles », il ne dit rien contre la C.E.C.A. souvent mise en cause par son organisation (il est vrai qu'il n'existe pas de véritable politique européenne pour la coordination de l'énergie).

C'est enfin l'hommage à la solidarité nationale et internationale, aux dockers comme aux mineurs anglais, l'appel aux inorganisés pour qu'ils rejoignent le syndicat, et dernière recommandation, l'appel au renforcement des piquets de grève mardi matin.

Aux applaudissements succèdent à nouveau des cris « A Paris ! »

Dernier orateur : Catenne, vice-président des mineurs F.O. du Pas-de-Calais. Il remercie les participants à cette manifestation et, tout de suite après, les parlementaires, les sénateurs, les élus municipaux. Il n'a pas grand-chose à ajouter à ce qu'ont dit ceux qui l'ont précédé à cette tribune. Il parle de ce « Monsieur qui va à La Haye » et qui, « isolé dans sa tour d'ivoire de Colombey », n'a pas compris les aspirations du peuple.

Après avoir souligné que « l'unité s'est faite dans l'action », il évoque les 11 % « dont on nous a lésés depuis de longues années. »

Il termine en déclarant : « S'il devait y avoir un ordre de reprise du travail dans cette région, il serait donné par les trois fédérations. »

(Il semble bien qu'un tel engagement aille au-delà de cette tactique dont parlait récemment Guy Mollet lorsqu'il disait : « Les organisations syndicales libres, si elles refusent l'action positive avec l'organisation syndicale d'obédience communiste, savent réaliser leur coude-à-coude dans la défensive. Ceci résume fort bien aussi notre attitude par rapport à notre action sur le plan politique. »)

On lit encore un message de solidarité de l'U.N.E.F. et un autre de l'U.E.C. de Lille

On remercie l'Union commerciale lennoise pour sa solidarité à l'égard des mineurs, et la municipalité pour le concours qu'elle a apporté à l'organisation de cette manifestation.

La motion votée à l'issue du meeting indique notamment que « les mineurs revendiquent à l'unanimité que les discussions s'ouvrent et se déroulent avec la participation des représentants de tous les syndicats de mineurs seuls habilités pour débattre leurs intérêts. »

Alors que la foule s'écoule, je pense que le mouvement des mineurs est très fort. La manifestation de Lens est un de ses moments culminants et constitue une page d'histoire ouvrière.

Le Folklore

(D'un de nos envoyés spéciaux à Lens, Bernard Cornille)

QUAND il revient de l'un des faubourgs de Lens : Liévin, vers Lens, un Parisien a l'impression de découvrir une ville luxueuse. Pourtant, l'architecture de briques donne à la ville un aspect très pauvre, quand on descend du train de Paris. Les ravalements des façades de pierre de Paris rendent maintenant le Parisien exigeant sur la beauté de la ville des autres.

Quand il quitte les corons de Liévin, la propreté riche de la Lens bourgeoise et commerçante le met mal à l'aise. Lorsqu'il découvre, à la gare, une photographie du « gueule noire » prêt à prendre son congé d'invalidité définitive, il a compris.

Le commerçant de Lens apprécie fort les petites affiches distribuées par les mineurs en échange d'une « obole » : un franc parfois. « Cette maison soutient les mineurs », affirme cependant l'affichette. Le commerçant reconnaît, avec le sourire, qu'il est sûr, de cette façon, d'avoir la paix. Quelques commerçants ont procédé à des distributions gratuites : le lait, le pain. Mais le mineur ne se fait pas d'illusions. Le fonds général de secours atteint maintenant 3.600.000 francs. Qu'est-ce que c'est pour 200.000 mineurs ? D'accord, les gars, on les comprend : quand on n'a pas assez déjà pour soi, qu'est-ce qu'on a à l... d'en nourrir un deuxième ?

Le mineur suit la progression de la collecte 100.000 francs par 100.000 francs. Il ne comptera plus que sur sa femme, le 24 mars, quand les fonds de la dernière quinzaine écolée seront épuisés. Mais il s'appuiera sur du solide. La femme tiendra. « Parce que, cette fois, c'est la dernière. Tous les syndicats marchent ; comme ça, les hommes n'ont plus d'excuses pour ne pas faire la grève. Parce que plus le charbon manquera et plus les usines seront obligées de se fermer dans la France. Alors, le gouvernement sera bien obligé de tout revoir sérieusement pour une fois. La première. Et puis, il n'y a pas de police. »

C'est la présence massive de la police parisienne, des C.R.S., de la garde républicaine, appuyée par l'indifférence de la circulation motorisée, qui a donné à la manifestation des Invalides un caractère « folklorique » aux yeux des Parisiens. Le costume professionnel d'un mineur de fer, aussi apparenté soit-il à celui d'un soldat, ne « tient » pas, à côté d'un C.R.S. sanglé, botté, armé. A Paris, ce qui « tient » devant les C.R.S., c'est les « bleus de Billancourt ».

A Lens, au contraire, où les forces de police encadrent les 40.000 mineurs se réduisant à quatre sergents de ville dont la fourragère rouge rivalisait d'élegance avec les tenues des musiciens des fanfares ouvrières, la fanfare « La Prolétaire » d'Hénin-Liétard « tenait » magnifiquement le pavé.

Aucun détail ne manquait pourtant pour faire tiquer un Parisien : les bannières qui rappelaient celles des confréries religieuses du XIX^e siècle, les casques de parade, le foulard rouge, la masse sur l'épaule, les enfants des deux sexes costumés.

Le Parisien était peut-être surpris par la présence de deux infirmières dans le cortège de la fanfare, qui donnait à ce défilé apparemment musical, le caractère d'un défilé militaire, où le corps sanitaire suit les troupes. Il découvrait que la mine tue les faibles.

Pour être fort, il faut manger. Pour manger, il faut avoir assez d'argent pour entrer dans une épicerie. Quand l'épicerie vend trop cher, on mange moins. On fatigue. On est distrait. L'accident vient.

J'ai vu un mineur déposer, dans la main d'un Parisien, son œil gauche.

Folklore !

FIERS DE L'UNION QU'ILS ONT REALISEE LES MINEURS VEULENT TENIR JUSQU'A LA VICTOIRE

(D'un de nos envoyés spéciaux à Lens, Bernard Cornille)

LES rues sont vides. Les maisons de briques s'alignent forcément le long des rues, puisque les rues ont un tracé régulier. Quelques personnes traversent l'une ou l'autre rue. La police est absente. Il y a un gardien de la paix dans un coin du carrefour qui s'abrite contre la pluie. Le carrefour est désert. Peu d'automobiles. Quelques vélos. La campagne apparaît sous un pont très large. Des arbres. Et à droite, ou au fond, des tours métalliques qui viennent doubler, en premier plan, des cheminées d'usine. Les maisons perdent un étage. Elles s'alignent davantage que dans le centre de la ville. Elles se ressemblent un peu. La porte alterne avec la même fenêtre large. La façade monte en escalier. Ou bien elle change complètement, et c'est une petite façade de béton. Les routes se croisent. Lens est devenue Liévin, faubourg de Lens : trois kilomètres.

Une rue monte sous des arbres nus. A gauche, en haut, un tour, comme un mirador avec deux roues qui ne tournent pas. C'est vide. La porte est grande ouverte. La cour est pavée de briques, comme une façade fixée dans le sol. Un grand bâtiment, derrière la tour, est fermé.

Tout au long du chemin, des petites affiches annoncent la grande manifestation qui aura lieu aujourd'hui, samedi à 16 heures, place de la République, pour célébrer l'union de tous les syndicats. Pas d'affiches sur les murs de la « fosse 11 ». Le terrain vague remplace les voies de chemin de fer en cours de démontage. Le « onze » n'est plus exploité. Un bloc-kaus « danger de stationner » domine encore un terril devenu colline. Un escalier monte avec trois marches sur le plateau, fait avec de la poussière et de l'herbe.

On a le charbon gratuit

On voit la ville de Lens. Il y a une dizaine de tours de guet autour de la ville. Et au pied de chacune d'elles, une « cité fosse x : un coron ». La télévision plonge sur la salle commune. La femme prépare le re-

pas. Trois garçons sont assis dans les coins de la pièce. Ils attendent. Le premier a eu l'esprit dérangé par un accident de la mine survenu à 17 ans. Il a 23 ans. Il touche 50 francs par mois... Il est incapable de gagner sa vie. Le second fils à 20 ans. Il est cardiaque : il ne peut faire que les petits travaux. Deux autres enfants ne sont pas là : ils sont en sana. Sur le mur, un premier communi-quant : le père. Quatre gosses poussent la porte. Ils rentrent de l'école. 5 à 11 ans. Ils se mettent à table. Ils mangent vite. Beaucoup. Ils écou-

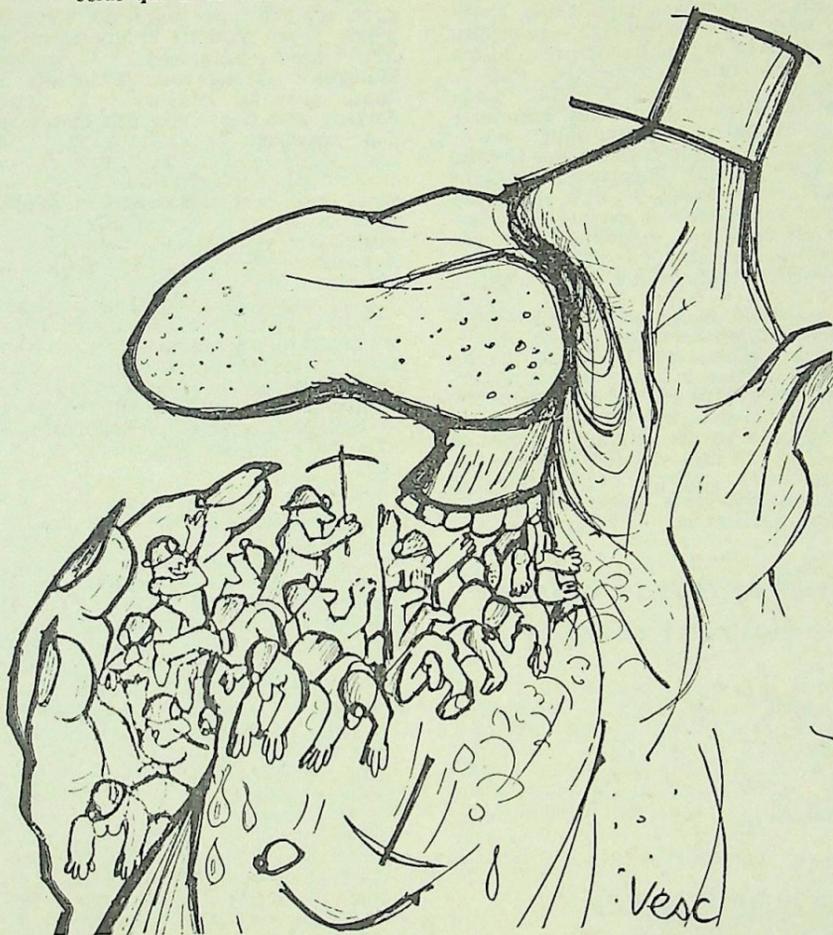
— Le voilà, dit la mère.

Q. — J'ai suivi votre garçon — celui qui a 13 ans — à son

Lui, mon beau-frère, il arrive à s'en tirer parce qu'il s'est remarié. Sa nouvelle femme, elle est veuve. Son premier mari, il est mort à la mine. Ça lui fait une pension. Alors com- ptez : la pension du premier mari de sa femme, le salaire de sa femme et le sien. Il a la bonne vie : il a la voi- ture et la télévision.

Q. — Et vous aussi. De quoi vous plaignez-vous ? Le loge- ment est gratuit, le chauffage est gratuit. Pas de transports. C'est parfait au fond. En plus vous avez un jardin ?

R. — Ça, on a un jardin. Il est à l'autre bout de la ville. On se dit qu'il faut y aller, puisque c'est un « avan- tage ». Mais comment voulez-vous



retour de l'école. Je lui ai de- mandé si la grève, ça marchait. Il m'a répondu que c'était mau- vais. Alors je me suis demandé si son père pensait comme lui.

R. — Parce qu'il n'a plus de biscuit pour aller à l'école, répond le père.

Q. — Que ferez-vous, Ma- dame, lorsque le montant du salaire de la quinzaine que vous venez de toucher sera épuisé le 24 ?

R. — Nous mangerons des pommes de terre.

Q. — C'est agréable d'être gréviste : au moins on se re- pose ?

R. — J'ai passé la nuit à déterrer trois traverses de la voie de chemin de fer et à les débiter : il n'y a plus de charbon, répond le père.

Q. — Vous êtes des privilégiés.

R. — On nous donne le charbon. Mais nous payons le transport du charbon. On nous donne une maison à habiter. Quand je l'ai reçue en 1946, au moment de la crise du loge- ment, je n'ai pas dit non. Vous pen- sez. Ça fait depuis l'âge de treize ans que je suis à la mine. J'y suis entré le jour de mes treize ans. Dès que l'on avait fini le certificat d'études, on y entra : le lendemain du résultat. Mon fils n'ira pas à la mine. Pensez, mes deux frères à quarante ans sont morts. Et deux beaux gaillards. Les poumons « bouffés » par la silicose.

qu'on ait le courage d'aller travailler quand on sort de la mine, le soir ?

Q. — Ça vous lave les pou- mons justement : c'est bon, le grand air ?

R. — Vous avez respiré ?

Je suis obligé de manger

La fosse 19 est gardée par un piquet de grève. Il y a un gréviste à midi. Le piquet se constitue. Des vélos, des motos, une voiture montent la côte et s'arrêtent à la porte que franchis- sent, seules, les voitures des « por- rions », c'est-à-dire les contremaitres.

— Ils viennent parce qu'ils sont obligés d'être là. Les chefs-porions aussi. Les ingénieurs passent vers midi pour le contrôle, mais c'est tout.

— Regardez, lui, il n'a plus de pouce. Et lui ? Montre ta figure, Al- bert. Regardez-le. Il est solide en- core. Quel âge que t'as ? Pas 40 ans. Il est foutu. Combien que t'as ?

— 5 % et ça augmente.

— Mon beau-père, il est au lit. Il est fichu. Et jeune. »

Q. — Et vous ?

R. — J'espère bien que j'en ai pas. Parlez pas de malheur.

Q. — Les médecins vous le disent ?

R. — Ils s'en foutent. Ils vous re- gardent une fois par an. Ils vous di- sent qu'ils vous rappelleront dans huit jours, s'ils voient quelque chose. Ils ne voient jamais rien.

— Dites la vérité. Les journalistes, c'est fait pour ça.

— Ils ont sacrifié notre génération.

Q. — Pourquoi vous ne partez pas ? Vous êtes jeune, fort.

R. — Où j'irai ?

Q. — Je ne sais pas. A l'aven- ture. N'importe où, sauf là.

R. — A l'aventure ? Et puis quoi en- core ? J'ai une femme et un fils. Je vais le prendre comme ça et puis où allez ? Non. Je reste. Mais je ne veux pas mourir. Je dis que 2.500 francs par jour, c'est le minimum pour l'en- tretien de mon corps. Il faut que je mange pour 35.000 balles par quin- zaine, sans quoi, je suis fatigué le soir. Et des jeunes gars, solides comme nous, il faut que ça mange. Par mois, ça fait déjà 70.000. Et je ne compte pas la femme, les enfants, l'habillement et les distractions. Pour ça, il y a déjà un peu les allocations.

— Un mineur, selon la loi, doit tou- cher 60 % au-dessus du S.M.I.G.

— Moi, j'ai touché à la dernière quinzaine, 38.000 francs, tout com- pris, vous m'entendez : tout compris. Et j'ai trois gosses.

— On le sait : tu l'as déjà dit...

Nous irons à Paris !

« Pompon-Pipi-Doudou — Des sous-Charlot — De Gaulle, pas de char- bon — Charlot, à la mine (dessin) — Les mineurs iront jusqu'au bout, M. Pompidou. — Comme devant Hitler 41, les mineurs ne se mettront pas à genoux devant Charlot 63 — Nos 11 % — Nous ne céderons pas — Avec nos maris, jusqu'au bout — Tous unis dans la lutte avec nos maris pour la victoire — Tous unis pour le succès — U.N.E.F. : solidarité avec les mineurs : section Lille — La popu- lation de Beaurages soutient les mi- neurs — Fiers de l'union qu'ils ont réalisé, les mineurs repoussent toute tentative de pourparlers séparés — Respect du droit de grève et des liber- tés syndicales — Pas de pourparlers, ni de discussions séparées — Vive l'unité C.F.T.C.-C.G.T.-F.O. — Unité.

Quarante mille camarades arrivent à travers Lens, sur la place de la République. Ils ont abandonné piquets de grève et coronas à 16 heures. Ils marchent, groupés par fosse, derrière leur fanfare. « L'Internationale » tous les cent mètres. Ni cris, ni applau- dissements. Tout le monde suit.

Les responsables syndicaux pren- nent alors la parole.

Vient d'être éditée cette affi- che, bicolore, 1/2 colombier :

Contre la politique militaire du gaullisme

Le budget militaire, avoué et camouflé, représente 30 % de celui de la nation. Ce qui entraîne :

Blocage des salaires Réquisitions Inflation

et hausse du coût de la vie

La « Force de Frappe », poli- tique d'orgueil nationaliste, a été exigée et obtenue par la caste militaire.

Le peuple français, lui, ré- clame une armée contrôlée par le peuple, et une politique active en faveur du désarme- ment.

Le P.S.U. vous appelle à lutter :

Contre la bombe gaulliste et toutes les autres,

Pour la désatomisation de l'Europe,

Contre les pactes militaires, Pour le désengagement,

CONTRE UNE POLITIQUE MILITARISTE ET ANTISOCIALE

Action unie des travailleurs en France et en Europe

Prix : 0,12 F l'affiche. C.C.P. 58-26-65. Payer à la commande : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e.

Editions de Moscou

en langue Française

MARX - ENGELS MARXISME par LENINE

Relié - 590 pages 5 F

BIOGRAPHIE DE KARL-MARX
(Stepanova) 260 pages .. 3 F

ŒUVRES PHILOSOPHIQUES DE PLEHKANOV
Relié - 908 pages 9 F

HISTOIRE DE L'ANTIQUITE
(Diakov) 828 pages 22 F

HISTORIOGRAPHIE ROMANTIQUE FRANÇAISE
(Reizov) 806 pages 15 F

Vente du Livre Marxiste

16 - 17 MARS

94, rue J.-P.-Timbaud

ou :

LIBRAIRIE DU GLOBE
2, rue de Buci, PARIS (6^e)

Besançon: les travailleurs organisent la résistance à l'usine Rhodiaceta

(De notre correspondant à Besançon Pierre Lanz)

A Besançon, où les ouvriers des petites usines ne gagnent souvent que 2 F de l'heure, les travailleurs de la Rhodiaceta semblent des privilégiés. Depuis son installation en 1955 à la place des vieilles usines de rayonne, l'usine, en constant développement, exerce une forte attraction sur la main-d'œuvre; elle emploie actuellement plus de 2.000 personnes; c'est la première entreprise de la ville et ses feuilles de paye font rêver: l'O.S. touche environ 700 F par mois et le manoeuvre y dépense toujours 500 F. Et pourtant, ce sont ces nantis qui ont fait une heure de grève le 6 mars pour réclamer une quatrième semaine de congés payés.

Resserrée entre la montagne et le Doubs, la grande usine neuve, brillamment éclairée la nuit, a belle apparence. Tout change lorsqu'on s'approche: la pauteur des polyesters qui permettent la fabrication des fils de Tergal (le tissage se fait ailleurs) rend l'atmosphère irrespirable; et la société a cru bon de loger des ouvriers d'entretien tout près de l'usine; ainsi, toute la famille peut vivre dans l'« ambiance ». Au début, lors de l'adaptation de la main-d'œuvre, les cadences étaient relativement basses; il fallait deux ouvriers pour un poste; aujourd'hui, dans un atelier d'étrépage, il y a un ouvrier pour deux métiers. La main-d'œuvre, venue de petites usines, de fromageries ou d'entreprises paternalistes était peu revendicative: 40 % des ouvriers habilitent la campagne environnante. Ainsi la direction a-t-elle pu imposer une stricte discipline (trois jours de mise à pied pour avoir fumé dans les w.-c.). Pour devenir chef d'équipe à la Rhodiaceta il faut montrer patte blanche, d'où la dispersion des partis politiques de certains ouvriers qui voulaient « monter ». Les

syndicats ne peuvent se réunir à l'intérieur de l'usine.

Les conditions de travail sont épuisantes. La Rhodiaceta est la seule entreprise de Besançon à pratiquer les 3/8, avec changement d'horaire tous les trois jours, afin, dit-on, de diminuer l'absentéisme pour l'équipe de 4 heures du matin. Il est donc impossible de se réadapter en si peu de temps au nouveau rythme du sommeil. Peu importe, puisque cela ne dure pas longtemps... Mais au bout de la semaine, le temps de sommeil a été très fortement diminué. Les jeunes sont profondément victimes de ce déséquilibre; ils tentent souvent de mener une vie « normale », de ne pas sacrifier trop leur vie familiale, et se refusent à prendre conscience de leurs besoins de sommeil. L'horaire hebdomadaire est de 42 heures (44 et 48 pour les ouvriers de jour, une minorité) avec 48 heures de repos consécutif tous les neuf jours; mais ce repos commence à 4 heures du matin et cela ne fait qu'une nuit normale avant de reprendre à 4 heures la nuit suivante.

Dans la filature, l'atmosphère de l'atelier où travaillent 10 % des ouvriers varie entre 36 et 42°, avec une forte humidité; pendant les grands froids, l'air n'y était pas renouvelé: cela puait encore plus.

« Au début, disent les ouvriers, on apprécie les horaires incommodes, mais relativement restreints, les 48 heures de repos. Mais, au bout de deux ans, on ne tient pas le coup, à cause de la fatigue, de la chaleur, de la discipline, des cadences. » La direction ménage d'ailleurs la santé des ouvriers: un ouvrier est renvoyé chez lui s'il paraît trop fatigué le matin pour le service de 4 heures; mais cette sollicitude ne va pas jusqu'à lui payer son salaire ce jour-là...

C'est pourquoi les ouvriers ont suivi à

90 % l'ordre de grève lancé par la C.G.T. (qui est d'ailleurs minoritaire à la Rhodiaceta de Besançon: au comité d'entreprise, pour le collège ouvrier, elle a trois sièges, la C.F.T.C. en a 4 et F.O. n'est pas représentée). A la réunion de Lyon des textiles artificiels, la C.G.T. et la C.F.T.C. avaient décidé une semaine d'action pouvant aller jusqu'à la grève. La C.F.T.C. de Besançon reproche à la C.G.T. de mal choisir son moment pour faire grève, d'entraîner les ouvriers dans des mouvements inopportuns, de réclamer trop de choses à la fois; la C.G.T. répond que la C.F.T.C. ne veut entreprendre une grève que lorsque le patron est tout près de céder. Sans prendre parti dans ce débat, remarquons que cette polémique locale reflète toutes les difficultés de la tactique syndicale aujourd'hui. La C.F.T.C. considère que la C.G.T. entreprend trop d'actions, trop dispersées, alors qu'elle est favorable à des grèves moins nombreuses, mais plus longues, sur des objectifs précis; d'où sa position au début du conflit minier. Mais l'unité des ouvriers s'est faite dans le mouvement. Une nouvelle semaine d'action est prévue du 15 au 22 mars.

DERNIERE MINUTE. — Nous apprenons que la Rhodiaceta a décidé d'accorder la quatrième semaine sans contrepartie mais en dehors de la période légale des congés.

La Rochelle: les marins pêcheurs en grève

(De notre correspondant à La Rochelle, M. Bouscasse.)

AVEC une majorité d'environ 90 p. 100 des présents, les marins pêcheurs du port de La Rochelle ont décidé une grève illimitée à partir du 16 mars afin d'obtenir différentes améliorations: droit aux congés payés pour les marins aux parts, 5 heures de repos à terre au lieu de 4 h par 24 heures de mer (ce qui ne faisait que 48 heures de repos pour 12 jours de mer; 12 jours de travail harassant avec souvent moins de 6 heures de sommeil et sans dimanche ni jours de fête); revendication de la 4^e semaine de congés payés pour ceux qui ne sont pas à la part.

Les armateurs rochelais ont été surpris de cette unanimité et ont dénoncé ce qu'ils appellent une « grève politique » du fait de la grève des mineurs; certes, nos camarades marins ont été stimulés par le magnifique exemple des mineurs et par la volonté de tous les travailleurs de reprendre au patronat ce qui leur avait été grignoté aux belles heures de la très sociale V^e République. La solidarité des travailleurs rochelais avec leurs camarades mineurs n'est pas un vain mot, comme l'ont montré notamment les mineurs en versant au fonds de solidarité près de 7.000 francs.

SOCHAUX: chez Peugeot conflit sur l'extension des congés payés

(De notre correspondant particulier dans le Doubs G. Meniaggy.)

PEUGEOT, à Sochaux, a la réputation d'être une « boîte dure ». L'année dernière, plusieurs délégués du personnel C.G.T. et C.F.T.C. ont été licenciés à la suite de débrayages. Cette année, un conflit oppose la direction aux trois syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O., qui, depuis le 8 janvier, ont demandé l'ouverture de discussions sur la quatrième semaine de congés payés, pratiquant une étroite unité d'action (à noter qu'aux récentes élections des délégués du personnel, la C.G.T., qui représente 55 % des suffrages, a légèrement progressé au détriment de la C.F.T.C. et de F.O.).

Le 21 février, la direction avait décidé, sans aucune consultation préalable des organisations syndicales, de régler la question de la quatrième semaine de congés payés. Elle allongea, à cette occasion, la durée journalière de travail d'un quart d'heure pendant quinze semaines et supprimait la plupart des congés d'ancienneté.

Dans la semaine qui suivait, les syndicats lançaient quatre mouvements de grève pour protester contre leur non-consultation et contre la suppression d'avantages acquis.

Ces mouvements étaient observés par 80 % environ du personnel, la caractéristique dominante de ce conflit étant la participation inhabituelle des mensuels à la grève. Il est vrai que la suppression quasi totale des jours d'ancienneté les touchait particulièrement, bien que la direction ait essayé de leur faire croire qu'ils ne perdaient pas grand-chose.

Le 6 mars avait lieu une marche de 3 km de Sochaux à Montbéliard, marche à laquelle participaient 10.000 grévistes qui avaient débrayé deux heures et s'associaient par ailleurs à la protestation nationale contre la réquisition des mineurs. S'avancant sur toute la longueur de la chaussée, les manifestants scandaient leurs revendications: « La quatrième semaine sans conditions! », « Peugeot peut payer! », « Charlot, nos congés! », « Bravo, les mineurs! »...

A Montbéliard, une délégation intersyndicale, comprenant notre camarade Georges Minazzi, responsable cégétiste, remettait au sous-préfet une motion demandant l'ouverture de discussions paritaires, le respect des libertés syndicales, la quatrième semaine de congés sans aucune restriction, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail.

Le 7 mars, la direction répondait à la lettre des syndicats en leur proposant une entrevue pour le 13 mars, à condition que « d'ici là le travail soit normal ». Par ailleurs, la réponse patronale critiquait « la prise de position préalable contre le maintien du système appliqué deux ans et contre tous aménagements de l'horaire de travail, même à titre seulement temporaire et limité à l'époque où les nécessités commerciales l'imposent ». On ajoutait qu'il n'y avait « pas de possibilité de revenir sur les principes essentiels » d'attribution de la quatrième semaine.

Soulignant notamment ce passage, les syndicats publiaient un communiqué dans lequel ils « jugeaient utile de maintenir leurs mots d'ordre de grève pour la journée du 8 mars ».

Cette grève était très suivie par le personnel ouvrier, mais on notait un fléchissement chez les mensuels.

Depuis lors, la commission paritaire s'est enfin réunie et, à l'heure où nous écrivons, la direction a proposé de reconduire pour 1963 le système appliqué en 1962, y compris les congés d'ancienneté. La contrepartie de la valeur de la quatrième semaine, évaluée à 1,5 %, serait versée sous forme de salaires à partir d'avril, en même temps que l'augmentation de 2 %. Cependant, la direction subordonne cette mesure à l'accomplissement du programme de production et entend maintenir l'horaire hebdomadaire de quarante-sept heures et demie jusqu'à la fin juin, pour compenser, dit-elle, « les baisses de production occasionnées par les débrayages de ces dernières semaines ».

La parole est aux syndicats.

DIJON: quand la moutarde monte au nez des Dijonnais

(De notre correspondant à Dijon)

LE vendredi 15 mars, la journée commença par la grève des cheminots bourguignons, qui fut suivie à la quasi-unanimité.

Ici, comme sur le plan national, l'unité fut réalisée et, de ce fait, l'ampleur a été telle que, dès la première heure, le trafic a été entièrement paralysé.

Dans l'après-midi, un grand meeting fut organisé à la Bourse du travail, dont on confia la présidence au secrétaire des cheminots C.F.T.C. Dupont, entouré de Bruyère (C.F.T.C.), Roussel (C.G.T.), Mouglin, des cadres C.G.T., Baudin (F.O.), Poincard (F.O.-Cadres), Martin (F.G.A.-A.C.) et Mogneret (F.G.A.-A.C.).

Divers orateurs ont pris la parole, réclamant notamment:

— la continuité de la commission mixte du statut dans ses attributions et plus particulièrement dans celle de délibérer en matière de salaires;

— relèvement des salaires, qui sont en retard de 11 % sur le coût de la vie;

— l'amélioration du P4 qui traite de l'organisation du travail;

— de la diminution des heures de travail.

De plus, ils se sont élevés contre la politique économique et sociale du gouvernement.

A l'issue de la réunion, une motion a été adoptée par les grévistes présents, dont voici le texte:

« Poussés par la décision arbitraire du gouvernement, substituant à la commission du statut un comité dit « des sages », et bafouant ainsi les engagements pris, les cheminots exécution et maîtrise, F.O., C.G.T., C.F.T.C., F.G.A.-A.C., à l'appel de leur fédération, observent ce jour un arrêt de travail de 24 heures.

« Ils exigent la reprise immédiate du contact avec la commission mixte du statut pour discuter des questions ci-dessous:

« — Pour la remise en ordre des salaires et, dans cette attente, le paiement d'un acompte uniforme;

« — L'abrogation pure et simple de la réforme de mai 1960 et mise en place d'une nouvelle structure de rémunération;

« — Le retour à la semaine de 40 heures;

« — Suppression des abattements de zone;

« — L'octroi de 30 jours de congés.

« Ils se déclarent prêts à réagir immédiatement et dans l'unité à toute atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales. »

Pour conclure, un cheminot m'a dit: « Au lieu d'une force de frappe inutile comme la ligne Maginot, de Gaulle ferait mieux d'amputer le budget militaire de 25 % et tous nos problèmes seraient résolus. »

Dans la matinée, le personnel de Tréfinmétaux débraya, entre 11 heures et 11 h. 15, à 90 %, pour obtenir:

— l'augmentation des salaires et des appointements de 20 centimes de l'heure;

— la quatrième semaine de congés payés;

— la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes;

— la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Les temps étant très durs, les Dijonnais s'agitent. Il est vrai que dans le pays de la moutarde...

LORIENT: premiers succès

(De notre correspondant à Lorient, R. Dervout.)

Le lundi 28 janvier 1963, à l'appel du syndicat C.G.T., 20 ouvriers des Miroiteries de l'Ouest, à Lorient, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire justifiée par la hausse constante du coût de la vie.

Les pourparlers préalables ayant échoué sur la base d'une augmentation de 20 à 30 AF de l'heure réclamée par l'organisation syndicale, les ouvriers ont engagé une lutte revendicative qui a duré une semaine.

Ils ont repris le travail le 4 février après avoir obtenu de l'entreprise: 6 à 10 AF de l'heure selon la catégorie, à compter du 1^{er} janvier, et promesse ferme d'un relèvement de salaire identique à partir du 1^{er} mars.

A noter que les 8 ouvriers de la succursale de Quimper ont débrayé de la même manière et que la bataille

a été menée avec fermeté pour l'ensemble du personnel sans défaillance.

Il reste à obtenir le paiement intégral des jours fériés et l'octroi d'une quatrième semaine de congés payés.

Gageons que nos camarades des Miroiteries de l'Ouest, à Lorient et Quimper, qui ont fait preuve d'un grand courage et d'une compréhension étonnante des problèmes de l'heure, sauront le cas échéant prouver au patronat qu'ils n'entendent pas être bernés.

Rendez-vous est donc donné au printemps pour constater la bonne ou la mauvaise foi des dirigeants des Miroiteries de l'Ouest dont le siège se trouve à Angers.

Le P.S.U. se place résolument au côté des camarades en lutte pour la satisfaction de leurs légitimes revendications.

BREST : 18 ans après la fin de la guerre des baraques servent encore d'écoles

Dans le Finistère, bastion du cléricisme, la lutte scolaire s'intensifie



Le 9 mars, les Brestoïses furent plusieurs milliers à descendre dans la rue (ci-dessus, au premier plan, les représentants du P.S.U.). (Photo Tribune.)

A l'extrême pointe de l'Ouest cléricale et conservateur, au seuil de ce qu'on nomme ici la terre des prêtres, Brest, ville moderne de 143.000 habitants.

Brest la Blanche, écrivent les journaux, qui comparent sa rade à celle d'Alger et qui veulent ignorer certains problèmes.

Brest la cléricale, disent les laïques, qui en ont assez de voir leurs enfants dans des écoles en baraques, véritables taudis, datant pour la plupart de la Libération et qui ne tiennent encore debout que par on ne sait quel miracle. Aussi ne faut-il pas s'étonner si ici, peut-être encore plus qu'ailleurs, la lutte scolaire est acharnée, sans trêve, faite d'incessants mouvements de protestations et de grèves des maîtres et des parents.

Mais en lisant les lignes qui vont suivre, il ne faudra pas oublier que la bataille qui se déroule à Brest en ce moment se déroule aussi, au même moment peut-être, sous des formes différentes, mais avec autant de vigueur, dans des centaines de villes et villages bretons, partout là où les laïques ont en face d'eux des municipalités cléricales et des écoles confessionnelles.

Une situation lamentable...

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui car, si depuis la fin de la guerre, on a beaucoup reconstruit à Brest (quoique 12.000 personnes vivent encore en baraques), l'enseignement laïque a toujours été sacrifié par des municipalités dont la sympathie était tout acquise à l'enseignement privé. Bien sûr, il y a quelques écoles modernes que l'on cite en exemple et que l'on envie secrètement quand on n'a pas la chance d'y enseigner ; mais à côté, que trouve-t-on ? Des groupes scolaires surchargés, manquant de matériel, auxquels on a adjoint des baraques, utilisant une place proche, la cour de récréation ou même la rue. Des écoles encore entièrement logées dans ces baraques-taudis qui tombent en ruine et sont un perpétuel danger pour leurs occupants.

Cet aspect lamentable qu'offre l'école de l'Etat, on le retrouve aussi bien dans le secondaire et le technique que dans le primaire.

Le lycée technique, construit pour abriter 800 élèves, en reçoit en réalité 1.200 et en refuse. Un des lycées classiques est encore entièrement en baraques. Quant aux patronages laïques municipaux, démunis de tout, ils ne subsistent que grâce au dévouement sans limite de leurs dirigeants et membres qui n'en doivent pas être seulement les animateurs mais encore les « réparateurs ».

...encore aggravée par un hiver rigoureux

Une baraque, c'est à peine habitable quand la température est clémente. Mais quand, malgré le chauffage

(D'un de nos correspondants à Brest, Jean-Claude Lamezec)

(insuffisant), celle-ci reste négative et que l'encre gèle dans les encrriers, on ne peut vraiment plus y faire la classe sans compromettre gravement la santé des enfants. Aussi, cet hiver, les classes-baraques ont-elles fermé les unes après les autres au moment des plus grands froids. Ou bien elles n'ouvraient que l'après-midi, quand un pâle soleil, passant par les planches disjointes, parvenait à réchauffer un peu les murs moisissés. Et puis, dès que la température s'élevait, il fallait recommencer à travailler comme avant dans ces taudis : « ui, dit-on, devront encore durer de quatre à cinq ans... quatre à cinq ans pendant lesquels on demandera aux maîtres de parler de la grandeur de la France... Il avait, certes, fière allure M. Pompidou, quand, de la tribune de l'Assemblée nationale, il déclara que l'E.N. avait une tâche primordiale à

se, entourée de vertes pelouses et de terrains de sports, dites-vous bien que le doute n'est pas permis et que vous êtes en face d'une école confessionnelle. Quant à l'école publique, elle se reconnaît en général à son aspect délabré, à son exigüité et à ses lézardes.

Une municipalité fractionnaire

Elle est dirigée par M^r Lombard, ind., en d'autres temps partisan de l'Algérie française, aujourd'hui flirtant avec la S.F.I.O., et farouche adversaire de l'U.N.R. Aucun homme de gauche au conseil municipal où une coalition ind.-M.R.P. affronte une forte minorité U.N.R., car à Brest, comme dans tout l'Ouest, sauf rares

QUELQUES CHIFFRES

Le Finistère, premier département par son taux de scolarisation, mais placé au quatre-vingt-cinquième rang pour ce qui est du montant des subventions allouées par l'Etat pour les constructions scolaires.

150 projets de grosses réparations déposés à la préfecture, mais seulement quelques projets subventionnés chaque année.

490.000 F alloués par le conseil général à l'école cléricale lors de sa session de décembre 1962.

240 millions réclamés par la commission de la carte scolaire à l'académie de Rennes qui chiffrait ainsi les crédits minima d'investissements nécessaires pour les quatre départements bretons.

PETITION LAIQUE : 169.526 signatures, soit 43 % des votants. A Brest même, 30.000 signatures sont recueillies pour environ 70.000 électeurs.

EFFECTIFS SCOLAIRES (année 1961-1962) :

1. Enseignement public : Primaire et maternelle, 2.489 classes, soit 819 écoles. - C.E.G. : 64 avec 11.784 élèves.

2. Enseignement privé : Primaire et maternelle : 1.375 classes, soit 354 écoles. - C.E.G. : 87 avec 9.166 élèves.

POURCENTAGES : 64,1 % dans les maternelles et classes enfantines publiques ; 52,7 % dans le primaire et 56,2 % dans les C.E.G. (moyenne : 55,5 %).

Il y a une légère progression par rapport à 60-61 (moyenne : 55,2 %).

remplir ; mais sans doute se trompa-t-il et voulut-il parler de la tâche qui attendait l'enseignement confessionnel, ce fidèle soutien du régime.

Un contraste frappant

On se doute que cette école que nos adversaires prétendent libre, mais à qui, nous laïques, refusons cette étiquette, est très florissante dans nos régions et qu'aucun problème précédemment évoqués ne se pose à elle. L'argent volé à l'E.N. avec la complicité d'un Etat pour qui les desirs des cléricaux sont des ordres, est par elle judicieusement utilisé : il n'est question, dans la presse locale, que de cérémonies inauguratives de nouveaux bâtiments scolaires auxquelles nos élus municipaux, plus à l'aise parmi ces gens de leur milieu qu'à écouter les revendications des laïques, se font un plaisir de participer. Et si, au cours d'une promenade dans Brest, vous rencontrez une école somptueuse,

exceptions, le gaullisme a le vent en poupe.

Battu aux législatives, le maire songe aux municipales et aimerait que les laïques croient en sa bonne foi quand il réclame avec eux la prise en considération de cette commande groupée, toujours ajournée, mais qui ne sera finalement que peu de chose face aux énormes besoins de l'école. N'alla-t-il pas jusqu'à déclarer au dernier conseil municipal que, si les parents d'élèves décidaient de manifester dans la rue, lui, Georges Lombard, marcherait à leur tête ? En fait, M^r Lombard, il hurle avec les loups contre ce qui n'est pas du ressort de la municipalité ; mais quelle action mène-t-il, lui, sur le plan brestoïse, en faveur de l'école publique ? Pas un poêle supplémentaire n'a été fourni aux groupes scolaires les plus défavorisés quand le froid était le plus vif et il a fallu qu'un mur de soutènement de baraques s'écroule, miné par le gel, pour que la mairie s'émeuve un peu. Par ailleurs, tous les enseignants connaissent trop bien le

nombre de lettres ou de coups de téléphone nécessaires pour obtenir la moindre réparation pour être dupes d'une bonne volonté de façade, destinée avant tout à tromper l'opinion publique.

La colère des maîtres et des parents

Il ne se passa pas un jour, cet hiver, qui n'apportât la preuve du désir d'action des laïques et depuis la pétition nationale contre la loi Debré, les conseils de parents d'élèves n'avaient connu pareil bouillonnement. Partout dans Brest ce furent des manifestations décidées par les parents et appuyées par les enseignants. Les grèves succédèrent aux grèves et on vit même plusieurs centaines d'élèves, conduits par leurs maîtres, quitter leurs classes glacées et aller envahir la mairie de la ville... Les journaux locaux ne pouvaient plus ignorer un tel mécontentement et contribuaient, b ongré mal gré, à faire connaître dans tout le département la misère de l'enseignement public brestoïse.

La manifestation du 9 mars

Elle fut la consécration de ces semaines de luttes incessantes : répondant à l'appel de leurs organisations, les parents n'envoyèrent pas leurs enfants à l'école le samedi après-midi et se rassemblèrent en masse autour des différents groupes scolaires. De là, des cortèges imposants gagnèrent le centre de la ville où devait avoir lieu le regroupement des manifestants. Ils furent plusieurs milliers à descendre ainsi dans la rue, malgré un temps détestable, portant des pancartes et criant à la municipalité et au gouvernement leur indignation, leur impatience d'en finir avec toutes ces baraques, modernes ou anciennes, et leur hâte d'obtenir enfin la reconstruction en dur de tous les groupes scolaires brestoïses.

Cette manifestation, quelque impression de puissance qu'elle ait pu donner, ne peut être considérée comme mettant un point final à une campagne d'agitation de plusieurs semaines : de telles actions devront être reprises et intensifiées tant que restera à Brest une seule classe en baraque. C'est-à-dire finalement tant que l'Etat gaulliste n'aura pas fait un choix : ou bien il consacrerait l'argent de l'Etat à l'école de l'Etat (et supprimerait tout crédit à l'enseignement concurrentiel privé), ou bien il continuerait à gaspiller des centaines de milliards dans des domaines aussi inutiles que celui de la force de frappe. Car ne nous y trompons pas : la lutte pour l'école laïque implique la lutte contre la politique gouvernementale dans son ensemble. C'est à cette seule condition, qui exige des militants laïques une vigilance et une activité encore accrues, que les petits écoliers brestoïses devront d'être un jour convenablement logés.

DRÔME : Difficultés économiques

ECHOS DES ENTREPRISES

L'ennemi n° 1

CONTRAIREMENT à tous les bruits optimistes sur l'expansion économique de la vallée du Rhône et à l'annonce officielle de l'année « sociale », une grave crise économi-

que s'étend dans la Drôme. Après la fermeture de plusieurs usines à St-Vallier, 200 ouvriers se sont trouvés sans emploi. A présent, une des plus grosses boîtes de Valence, le groupe Marion, occupant 1.300 salariés, va vraisemblablement s'arrêter. De nombreuses entreprises moins importantes travaillant de 50 p. 100 à 100 p. 100 pour le groupe Marion risquent de déposer leur bilan. Ce sera au total 1.800 familles qui se trouveront sans ressource. Il faut ajouter une aggravation de la crise par suite de la reconversion de la Cartoucherie nationale, l'arrêt ou le ralentissement d'autres affaires en dehors du groupe Marion.

Devant les volte-face répétées de la direction, l'annonce de la réduction d'horaire dès le 18 février et l'arrêt des usines à la fin du mois, les syndicats ont décidé de passer à l'action. Le mardi 19, un défilé groupant 1.300 personnes a, dans le calme et la dignité, parcouru les rues de la ville avant de se rendre auprès de l'administration provisoire pour qu'au début de la semaine le comité d'entreprise soit réuni avec les représentants des U.D. et le directeur de la Main-d'œuvre. Une conférence de presse et une assemblée générale ont eu lieu pour déterminer l'action à mener les prochains jours.

Il faut souligner le non-respect de la loi dans les licenciements qui ont déjà eu lieu, la mauvaise foi (pour le moins) de la direction, les entraves à la marche du comité d'entreprise. Une fois de plus, la classe ouvrière paie cher son désintéressement à la vie politique, croyant que les augmentations de salaire sont le seul rôle des organisations syndicales. Déjà, cependant, un espoir est né, puisque, malgré le triste sort qui leur est fait, l'ensemble des métallos ont décidé un débrayage de 2 heures pour l'aboutissement de revendications déposées à la commission paritaire : augmentation, quatrième semaine de congés, etc.

Il faut souhaiter que bientôt les partis de gauche seront assez forts pour faire aboutir l'extension des pouvoirs du comité d'entreprise, la protection des délégués, etc.

Les difficultés de travail sont de plus en plus nombreuses au décollage. Les régleurs ont de plus en plus de mal à fournir la production exigée d'eux. Le débrayage quasi unanime au rez-de-chaussée du département 55, le mercredi 20 février, en est une preuve. Ce mécontentement est légitime. Il est vrai que les temps sont trop courts pour livrer un travail de qualité. Il est vrai que la matière fournie est d'une qualité de plus en plus défectueuse. Ces deux facteurs n'en font qu'un : la matière bon marché, les temps courts ne visent qu'à l'obtention de pièces bon marché. Qu'importe si leur fabrication coûte cher à ceux qui la fabriquent; leur coûte cher pour leur santé (il n'est que de savoir combien de dépressions nerveuses, d'accidents du travail sont subis chaque année dans ces ateliers pour en être convaincus).

Il y a plusieurs années déjà, régleurs et C.S. s'étaient battus contre le « service Carrière », qui est à l'origine de la plus grande partie de leurs difficultés (baisse des temps scandaleuse). Ils s'étaient battus, et ce n'est qu'en biaisant que Carrière est passé, avec ses temps. Aujourd'hui le problème reste posé, empiré encore par la mauvaise qualité de la matière. Devant cette situation, la lutte a repris la semaine dernière.

En réalité, c'est la lutte de ces dernières années qui se poursuit. Nous pensons que, devant l'orientation qu'a prise cette lutte, il faut préciser qu'en aucun cas une autre catégorie de travailleurs ne peut être rendue responsable. Le seul, le vrai responsable, c'est l'Etat-patron, qui exploite aussi allégrement les régleurs, les contrôleurs que les autres catégories de travailleurs.

Le seul contre qui doit porter tout le poids de la bataille c'est l'exploiteur commun à tous les salariés.

C'est :

- 1° Pour l'augmentation des temps,
- 2° Contre la fourniture de matière bon marché et difficilement utilisable,
- 3° Pour la diminution du nombre d'heures travaillées sans diminution de salaire,

que doivent se battre les régleurs et O.S. du 55. C'est la seule voie pour protéger notre santé, nos conditions de travail et de vie familiale. C'est la seule voie pour une lutte efficace et mettant les régleurs et O.S. à l'abri de sanctions professionnelles. Les travailleurs du rez-de-chaussée ont prouvé, à plusieurs reprises, que lorsqu'ils étaient unis, dans une bataille orientée sagement, ils ont la force nécessaire pour aboutir victorieusement. Ils se prépareront ainsi à prendre leur place dans les grands mouvements nationaux qui se dessinent.

Extrait de l'« Etincelle » de mars 1963, de la section P.S.U. de Boulogne-Billancourt.

Le prolétariat

Dans l'usine que tu as faite, le patron dit : « Pas de réunion ici. »

Dans la rue, le policier te dit : « Interdit aussi. »

Et cet été, sur diverses plages du midi, on te dira : « Fous le camp. C'est privé ici. »

Si tu te laisses faire, ils te mèneront au régime franquiste, et même pire.

Extrait de l'« Etincelle » de février 1963, de la section P.S.U. Ernault-Somua :

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 3, rue Henner, Paris (9^e)).

A la F.N.S.E.A.

Défaite des jeunes agriculteurs

LE Conseil d'administration de la F.N.S.E.A. vient d'élire à sa présidence M. Gérard de Caffarelli par 23 voix sur 43. Cette élection ne va pas manquer d'accroître la confusion au sein de la centrale paysanne : en effet, si le nouveau président est un jeune, il a 37 ans, il est loin de partager pourtant les idées des « jeunes agriculteurs ». En réalité, il s'agit bien de la défaite du C.N.J.A. qui confirme l'essoufflement de celui-ci, ce qu'avait déjà démontré le récent congrès de la Fédération où les jeunes avaient été incapables de réveiller les conservateurs de la majorité. La vice-présidence honorifique attribuée à Debatisse n'est pas pour infirmer cette constatation.

Il faut reconnaître qu'à force de se vouloir modéré, tant auprès des organisations traditionnelles qu'auprès des Pouvoirs publics, le C.N.J.A. ne paraît plus capable de mobiliser les énergies à l'heure pourtant où la politique Fisanî connaît un échec certain. Et cela d'autant plus qu'une parfaite union ne semble plus régner entre Debatisse

Le C.N.J.A. solidaire

Le Centre National des Jeunes Agriculteurs vient à son tour de se déclarer solidaire des mineurs en grève, qui connaissent des problèmes identiques, à certains égards, à ceux de l'agriculture. Des mutations sont nécessaires dans notre économie mais, déclare le C.N.J.A. : « Elles ne doivent pas se faire au détriment des hommes. »

et Brnel, qui conserve son poste de secrétaire général de la F.N.S.E.A.

Habilement le nouveau président a déclaré : « La défense de l'agriculture forme un tout : les prix, les problèmes de structures et les problèmes sociaux sont des facteurs également importants » ; on ne saurait mieux noyer le poisson.

Rappelons d'autre part que M. de Caffarelli est exploitant dans l'Aisne et qu'il passe pour le protégé du sénateur Blondelle, de l'Aisne lui aussi, le leader le plus réactionnaire du syndicalisme paysan. Gageons donc que la défense des grosses exploitations du Nord et du Bassin parisien passera avant celle des agriculteurs de l'Ouest et du Midi.

Il serait temps que l'opposition des partisans de l'agriculture de groupe se structure et qu'elle entame la lutte au sein même des organisations agricoles, paralysées par le mythe funeste de l'unité paysanne.

J.-C. Barigel.

Communiqué du C.P.N.

Le Comité politique national élève une protestation énergique contre la décision du général de Gaulle, et de son gouvernement, de faire exploser une nouvelle fois une charge nucléaire au Sahara, territoire étranger.

Il se solidarise avec le peuple algérien pour s'élever contre l'utilisation de son territoire par le régime gaulliste qui y poursuit une politique militaire réactionnaire et criminelle vis-à-vis de l'humanité.

(De notre correspondant Ed. Coulaud)

Depuis la fin décembre, les organisations syndicales présentes à l'usine, C.G.T., C.F.T.C., C.G.C., ne sont pas restées inactives : plusieurs réunions des comités d'entreprise (le groupe compte 7 entreprises). Après de longues insistances, réunions à la direction du travail, auprès de la direction et des pouvoirs publics. Les syndicats n'ont pas porté l'affaire sur la « place publique », de manière à ne pas paralyser le circuit commercial et assurer du travail un peu plus longtemps aux ouvriers.

Seine-Maritime :

Chez Bréguet-KSB les licenciements continuent

(De notre correspondant particulier à Rouen)

DANS notre dernier numéro de décembre, nous avons indiqué que la direction de Bréguet, éprouvant des « difficultés de gestion » (sic), avait, après de nombreuses réductions d'emplois, accordé dix jours de congés anticipés à son personnel... De nouvelles réductions d'horaires et de personnel étaient à prévoir, elles se confirment chaque jour.

Cependant, il semble que la direction ait éprouvé des difficultés du côté de l'inspection du travail et des services préfectoraux, aussi elle les tournerait avec un mépris du travailleur dont seuls sont capables les financiers et les « organisateurs » embauchés par la maison.

Ainsi on prétend que des « listes noires » seraient établies... On s'efforcerait alors de provoquer la « faute professionnelle » des travailleurs visés... Après quoi, ils seraient congédiés... avec un certificat de licenciement « motivé »... Exemple typique de ce procédé, on aurait demandé à une dactylo de faire un inventaire du matériel, besogne pour laquelle elle n'a aucune compétence... et à la première erreur on lui aurait signifié son mois de préavis...

Ceci pour le personnel administra-

tif ; mais les manuels ne sont pas mieux lotis, on cite des cas : celui d'un chef d'équipe licencié après 35 ans de maison, celui d'un autre employé, après 30 ans chez Bréguet, etc.

Ces licenciements interviennent sans espoir de reclassement pour les ouvriers licenciés car, non seulement il est quasiment impossible de trouver de l'embauche la quarantaine passée, mais encore on traîne ce boulet : le certificat de licenciement pour faute professionnelle...

Ce faisant, la direction tournerait donc les « conseils » des services préfectoraux intéressés... et ajouterait à l'impopularité du général Chérasse, l'inconditionnel et inconnu député de la circonscription.

Cette « année sociale » tellement claironnée s'annonce par ailleurs mauvaise pour les travailleurs de la région : Wakefield n'est pas encore passé au stade de la construction d'engins, il se contente du montage et de l'entretien, donc pas d'offres d'emplois de ce côté... Sidélor à Deville tourne au ralenti, supportant, dit-on, le poids de deux importantes commandes refusées par l'U.R.S.S. et le Brésil ; 20 p. 100 des 3.000 ouvriers environ ont vu le nombre d'heures de travail s'abaisser à 40 h et leur salaire diminuer d'autant... Verra-t-on des licenciements massifs chez Sidélor, cette usine inaugurée en grande pompe il y a deux ans par Jeanneney ? Cela est à craindre. Chez « Vidéon », à Monville, la situation n'est pas non plus florissante.

Autre point noir, il ne semble pas que les syndicats soient en mesure de jouer pleinement dans cette vallée industrielle leur rôle ; trop d'ouvriers s'en désintéressent, trop de familles de travailleurs sont assaillies par la hantise de la traite à payer ! Encore que l'exemple des mineurs ait provoqué une effervescence dans certains secteurs, et qu'on puisse espérer dans un avenir proche un regain de combativité...

L'inflation est-elle due aux salaires des mineurs... ou à la force de frappe ?

Bandeaux 20 x 50
Prix : 0,05 F pièce. C.C.P.
58-26-65.
Payez à la commande, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e).

René DUMONT : "La voie africaine du socialisme" est souvent un camouflage du capitalisme

A la suite de la publication de son livre « L'Afrique noire est mal partie », nous avons demandé à notre camarade René Dumont de nous préciser son point de vue sur les problèmes auxquels les pays africains récemment promus à l'indépendance doivent faire face pour tenter notamment de remédier au sous-développement économique. On sait que René Dumont, agronome éminent, spécialiste de l'agriculture des pays en voie de développement, a étudié la première phase de la révolution dans les campagnes chinoises, qu'il a été consulté sur la réforme agraire par de nombreux dirigeants des pays du tiers monde, y compris par Fidel Castro et par Ben Bella.

Ce n'est pas sans hésitation qu'il a été amené à adresser des critiques, parfois très vives, aux jeunes Etats africains dont il avait suivi avec sympathie le combat pour l'indépendance. Il justifie ainsi sa position dans l'introduction de l'ouvrage « L'Afrique noire est mal partie » (Seuil, éditeur) : « Je puis d'autant moins me taire que j'ai été consulté par les jeunes gouvernements malgache (été 1958), guinéen (1959), puis ivoirien (1959-60). De mars à octobre 1961, j'ai été appelé successivement au Mali, au Congo, au Tchad, au Dahomey, au Sénégal, de nouveau à Madagascar et au Cameroun. En septembre 1960, après Cuba, j'ai participé à l'élaboration du futur Plan du Ru'anda-Urundi : je porte donc, de la situation actuelle, une part de responsabilité. Elle s'alourdirait encore si je ne disais pas aux Africains qui, croyant l'indépendance politique suffisante, sous-estiment l'économie, ou simplement se complaisent dans leurs privilèges, le danger de cette position. »

Tribune Socialiste. — On parle souvent des inégalités criantes, des privilèges qui existent dans les pays récemment promus à l'indépendance. Vous avez vous-même dénoncé avec force ces inégalités, ces injustices dans un certain nombre d'articles et de conférences, ainsi que dans votre livre « L'Afrique noire est mal partie ». Cependant, ne sont-elles pas, dans une certaine mesure, inévitables, étant donné l'état de sous-développement, d'arriération économique qui est encore celui des pays du tiers monde ?

René Dumont. — Autrefois, au temps du colonialisme, il y avait un petit nombre de riches et un très grand nombre de pauvres. Aujourd'hui, avec l'indépendance, il y a plus de riches du fait que beaucoup de gens émargent au budget des jeunes Etats, mais cela résulte du développement de l'administration, non des usines. Dans le cas de l'Afrique noire, cette situation présente plusieurs aspects très négatifs :

1° Les investissements sont insuffisants, en particulier dans les secteurs les plus productifs.

2° Il n'y a pas d'indépendance politique réelle, du fait de la dépendance budgétaire à l'égard de l'ancienne métropole.

3° Les importations somptuaires destinées à la clientèle privilégiée (fruits, légumes, autos achetées en Europe) se traduisent par une hémorragie de devises qui pourraient être à coup sûr mieux employées.

4° L'alcoolisme est un fléau qui sévit particulièrement chez les fonctionnaires (absorption de vin rouge mêlé d'eau-de-vie). Par exemple, à Dakar, les fonctionnaires représentent 6 % de l'ensemble de la population mais, parmi les gens soignés pour éthyliisme, la proportion de fonctionnaires est de 45 %.

T.S. — Y a-t-il eu une élévation ou une régression du niveau de vie depuis l'indépendance ?

R. Dumont. — Dans l'ensemble, il faut plutôt parler de stagnation. Par exemple, en Côte-d'Ivoire, où l'on utilise le plus les méthodes capitalistes, les ouvriers et les planteurs ont vu leur niveau de vie s'élever depuis l'indépendance. Mais il n'en va pas de même des paysans. Le véritable prolétaire est le paysan. Quant

aux ouvriers, encore peu nombreux, ils défendent âprement leurs intérêts corporatifs.

En Afrique Noire, les privilégiés sont les fonctionnaires et les parlementaires. Songez qu'au Cameroun six mois seulement de salaire d'un parlementaire représente... 36 ans de gains du paysan moyen. On comprend que beaucoup de chômeurs de ce pays, lorsqu'ils ne sont pas dans la délinquance, vont rejoindre les maquis encore tenus par l'U.P.C.

T.S. — On assigne généralement aux pays sous-développés

l'instituteur qui doit tout à l'école, pourrait-il être amené à critiquer cet enseignement ?

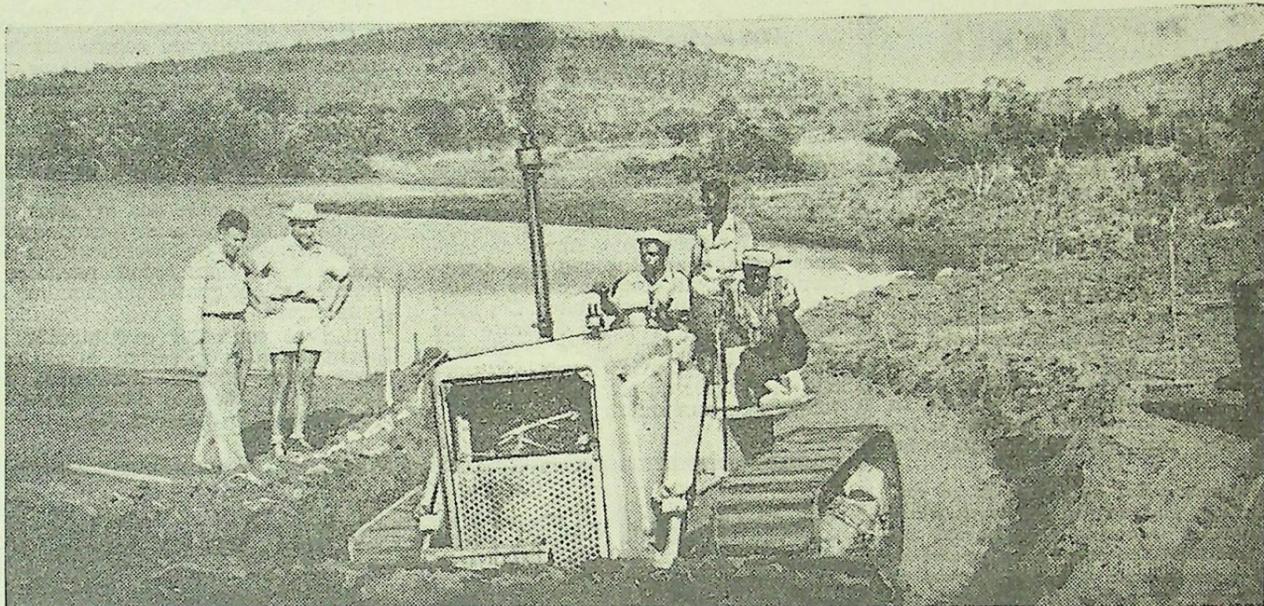
La caste dirigeante se laisse trop souvent guider par des considérations de prestige contrairement aux intérêts de pays misérables. Je cite des exemples de gaspillage dans mon livre. C'est ainsi qu'à Ouagadougou, le gouvernement a interdit les taxis 2 CV considérés comme indignes de cette capitale !

T.S. — Que pensez-vous de l'aide étrangère et de la façon dont elle est utilisée ?

lité, il y a des socialismes... On peut certes concevoir un socialisme adapté à l'Afrique, avec une transition néo-capitaliste.

En fait, il y a un mode d'esprit capitaliste qui se caractérise par la corruption ou par la mise en avant de considérations de rentabilité et de prestige. Je puis encore vous citer l'exemple du palais d'Houphouët-Boigny à Abidjan pour lequel le marbre de Carrage qu'on avait fait venir ayant été jugé insuffisant, on a commandé aux Russes de la malachite de l'Oural...

Dans ces conditions, l'autoritaris-



Les investissements sont insuffisants, surtout dans les secteurs les plus productifs. (A.D.P.)

anciennement colonisés deux tâches essentielles à remplir : l'industrialisation et la réforme agraire. Pensez-vous qu'il y ait un ordre de priorité entre ces deux tâches ?

R. Dumont. — L'industrialisation et la réforme agraire, tâches en effet primordiales, sont à mettre sur le même pied. Le problème de la réforme agraire est malgré tout différent de ce qu'il est en Inde et en Amérique du Sud. En Afrique noire, il n'y a pas besoin de réforme agraire, car il n'existe pas de grands domaines privés, s a u f exceptions (Congo ex-belge). La propriété tribale permet une exploitation collective, rationnelle, comportant la mise en jachère des terres après trois ans de culture.

En ce qui concerne l'industrie, elle a commencé à se développer dans des centres comme Dakar et Abidjan, mais il y a avant tout la nécessité de remédier au sous-emploi dans les campagnes qui, par ailleurs, sont clientes de l'industrie.

Or, le progrès en agriculture se heurte à des obstacles qui tiennent, non à la forme de la propriété, mais aux structures familiales anciennes, à la gérontocratie qui caractérise les familles patriarcales, au matriarcat, parfois à l'Islam (au Sénégal, les marabouts, pour lesquels travaillent les paysans, ne font rien pour éclairer ceux-ci sur les méthodes modernes de culture). L'agriculture en est à un stade précapitaliste.

Pour ce qui est du commerce, les bénéfices réalisés dans cette activité sont trop souvent exportés en France, en Belgique, en Allemagne, plutôt que de servir au développement de l'Afrique.

On peut dire également que les gouvernements ne se soucient pas autant qu'il faudrait du progrès agraire. Le paysan est trop méprisé. C'est le règne du fonctionnaire facilité par l'inadaptation de l'enseignement implanté par la France. Certes, l'analphabétisme est en recul, mais à quel prix ! En Haute-Volta, la scolarisation de 8 p. 100 des enfants coûte 23 p. 100 du budget. C'est que les salaires des maîtres, les bâtiments, etc., sont comparables à ceux de l'ancienne métropole. Et comment l'instituteur noir devenu député et minist-

R. Dumont. — Ce n'est pas moi qui contesterai la nécessité d'une aide étrangère à l'Afrique, mais je pense que, pour être pleinement efficace, dégagee de toute arrière-pensée politique ou mercantile, cette aide devrait être dispensée sur un plan international, dans le cadre de l'O.N.U. Il faut allouer non seulement des crédits, mais envoyer des techniciens. Pour commencer, je pense que la réorganisation de notre service militaire devrait s'accompagner de la création d'un service civil d'outre-mer pour lequel on ferait appel à des volontaires. On pourrait aussi envoyer des paysans et des ouvriers africains faire des stages en France.

Il y a, bien entendu, le problème des investissements. Il faut d'abord favoriser les fabriques d'engrais, les industries alimentaires et, à partir de là, créer peu à peu tout un secteur industriel. Il faut aider les pôles de développement existants : Dakar, Abidjan. Cependant, les capitalistes étrangers introduisent souvent des priorités discutables : c'est ainsi qu'un rapport de la Banque d'Indochine recommande la construction de brasseries jugées très rentables, ce qui ne peut manquer de favoriser l'alcoolisme.

T.S. — Que pensez-vous des débuts de planification qui ont eu lieu en Afrique ?

R. Dumont. — Il y a eu, par exemple, des tentatives de planification au Sénégal, auxquelles Dia a contribué avec le concours des équipes du R.P. Lebrét. En fait, il s'est agi plutôt d'organiser la répartition des crédits venant de l'extérieur et des crédits budgétaires. Il y a quelques industries de base financées par l'Etat au Sénégal, il n'y en a pas en Côte-d'Ivoire et au Cameroun. Par contre, en Guinée et au Mali, l'Etat s'est efforcé de favoriser l'introduction des machines. Toutefois, en Guinée, la nationalisation du commerce a échoué, en raison de l'incompétence et parfois la malhonnêteté des responsables de ce secteur.

T.S. — Que pensez-vous de ce qu'on appelle « la voie africaine du socialisme » ?

R. Dumont. — « La voie africaine du socialisme » est trop souvent un camouflage du capitalisme. En réa-

me est moins un moyen d'assurer le développement du pays que de défendre les intérêts d'une caste.

T.S. — Vous avez été invité récemment en Algérie par le président Ben Bella. Quel est votre sentiment sur la situation de ce pays, sur les problèmes auxquels il a actuellement à faire face ?

R. Dumont. — L'Algérie indépendante bénéficie d'un plus haut degré de développement économique et culturel que les autres Etats d'Afrique. Malheureusement, le potentiel révolutionnaire forgé dans la lutte est affaibli du fait que beaucoup de cadres ont disparu. Il y a maintenant un obstacle psychologique au progrès qui vient des désillusions qui ont suivi l'indépendance.

Une aide extérieure est bien entendu nécessaire. A mon avis, il faut créer trois secteurs économiques : un secteur public pour le développement des industries de base, un secteur semi-public, un secteur privé dont les intérêts doivent être garantis par des contrats conclus pour une durée déterminée.

Ce qu'il y a de grave actuellement, c'est que les dirigeants n'ont pas de doctrine. La bourgeoisie musulmane est encore faible, mais grossie par les hommes au pouvoir.

Ben Bella me semble plein de bonne volonté, mais il ne peut suivre la voie cubaine, car il a besoin de l'aide française et américaine. Le ministre de l'Agriculture, Ouzegane, doit faire appel à des techniciens étrangers.

La réforme agraire est une nécessité ainsi que le développement de l'industrie pétro-chimique qui exige des capitaux étrangers. La vigne représente 70 p. 100 des exportations. Il y a là une dépendance à l'égard de la France qui ressemble à celle qui existait pour Cuba à l'égard des U.S.A. avec le sucre. Il faut envisager une reconversion géographique et technique de la vigne (production de jus de raisin et de raisin sec).

Je voudrais terminer en disant que les pays de l'Est aident aussi l'Algérie. La Yougoslavie en particulier a envoyé un vice-ministre qui conseille utilement le gouvernement pour la réforme agraire et a fourni 500 tracteurs.

**ADENAUER :
PAS DE TUBES D'ACIER
POUR L'U.R.S.S.**

Le dernier débat du Bundestag vient de montrer une fois de plus que le chancelier Adenauer, en s'accrochant obstinément au pouvoir pour quelques mois encore, risque fort d'avoir non seulement usé son crédit et son autorité, mais encore ébranlé la cohésion de sa majorité et l'unité de son propre parti. Il a remporté une victoire parlementaire ; mais c'est une victoire de procédure à laquelle il ne peut trouver qu'une satisfaction d'autoritarisme sénile.

De quoi s'agissait-il ? L'opposition sociale-démocrate avait provoqué un débat pour faire annuler l'interdiction de vente de tubes d'acier pour pipe-line à l'Union Soviétique, décrétée il y a trois mois par le gouvernement.

Des firmes allemandes avaient en effet conclu en octobre un accord avec les Russes pour la fourniture de tubes destinés à des conduites de gaz de Sibérie. Le prétexte de l'interdiction était qu'il s'agissait de matériels stratégiques.

Il l'a emporté au Bundestag, mais tout simplement en faisant traîner le débat en longueur jusqu'au moment où le quorum n'était pas atteint.

Mais il reste qu'en cette affaire il a vu les libéraux (F.O.P.), pourtant membres de la majorité et participant au gouvernement, rejoindre l'opposition sociale-démocrate. Et surtout, comme il est arrivé déjà plusieurs fois depuis quelques mois, la politique personnelle et l'obstination du vieux chancelier ont été peu appréciées au sein même de son propre parti, la C.D.U.

L'incident n'a pas seulement des incidences de politique intérieure. Il montre une fois de plus qu'une certaine orientation de la politique internationale allemande ne survivra pas au départ d'Adenauer : le traité franco-allemand, par exemple, même s'il est ratifié, risque fort de rester lettre morte. On verra alors l'Allemagne de l'Ouest se détacher de plus en plus de la politique « européenne » gaulliste, notamment au sujet de la cohésion de l'Angleterre au Marché commun.

Nul doute en tout cas que la retraite du chancelier soit de plus en plus vivement souhaitée, même dans son parti.

Pierre Luquet.

**UN PROCES CONTRE UN ANTIFASCISTE
EN ALLEMAGNE FEDERALE :**

*Le verdict pèsera lourd pour
l'avenir de la Démocratie*

DANS la République fédérale allemande va commencer, dans les semaines qui viennent, un intéressant procès politique. D'après l'opinion de cercles bien informés, ce procès est à considérer comme une partie d'une action importante contre les forces oppositionnelles qui veulent en finir, une fois pour toutes, avec « le passé allemand » et qui, par suite, attaquent avec vigueur la politique d'armement du gouvernement de Bonn. L'ère d'Adenauer touchant à sa fin, ceux qui veulent continuer sa politique essaient d'exercer une pression de plus en plus redoutable sur les forces non conformistes de l'Allemagne fédérale. Manifestement on veut créer une situation de fait avant l'entrée en vigueur d'une législation prévue et dite « de détresse » (Notstandsgesetzgebung).

« Les Généraux d'Hitler »

Ceux qui ont déposé la plainte au sujet de ce procès sont : l'ancien ministre Strauss (ministre qui fut obligé de démissionner parce que, selon les dires de son ancien collègue ministériel Höcherl, Strauss s'était placé « en dehors de la légalité », lors de l'arrestation, en Espagne, du rédacteur du « Spiegel » M. Ahlers) et cinq « généraux d'Hitler » qui sont à la tête de l'armée fédérale allemande ou occupent de hautes fonctions de commandement dans le NATO.

L'accusé, Lorenz Knorr (longtemps secrétaire fédéral de la jeunesse socialiste allemande, et qui sous le III^e Reich d'Adolph Hitler, participa à la résistance antifasciste), est, actuellement, l'un des trois membres

du Directoire de l'Union allemande pour la paix (Deutsche Friedens-Union). Knorr est accusé d'avoir qualifié ces « généraux d'Hitler » de « massacreurs d'une guerre criminelle d'agression » et d'avoir, par surcroît, réclamé leur révocation immédiate.

L'ennemi héréditaire...

Devant un auditoire composé principalement de jeunes, Knorr évoqua l'expérience du passé allemand et l'emploi abusif de la jeunesse allemande pour des buts militaires et impérialistes. Au cours de son exposé il indiqua, qu'avant 1914 et 1939, « on avait enfoncé dans la tête des Allemands que l'ennemi du peuple allemand, c'étaient les méchants Français, Anglais et Russes et que, par conséquent, l'armement était nécessaire pour assurer la paix, la liberté et le bien-être. En 1918 et en 1945, le peuple allemand avait appris que l'ennemi du peuple allemand n'était, ni à l'ouest, ni à l'est, mais en Allemagne même sous la forme du militarisme allemand. En 1918 et en 1945 le même peuple allemand avait appris que la réarmement conduit toujours à la guerre et qu'il n'assurerait ni la paix, ni la liberté, ni le bien-être ».

...est à l'intérieur

Knorr poursuivait : « Aujourd'hui, abstraction faite de postulats modifiés, dans la République fédérale allemande, la même politique qu'en 1919 et en 1939 est poursuivie et même, partiellement, par les mêmes personnes. De nouveau le véritable ennemi est dans le pays même. Les « généraux d'Hitler » qui seraient à

la tête de l'armée fédérale, auraient participé à une criminelle guerre d'agression et seraient, dans cette mesure, des massacreurs. Ils devraient être traduits devant un juge et ne devraient pas être à la tête de l'armée fédérale et respectivement à des postes responsables de vie publique. »

Ainsi parla Knorr. On attend avec curiosité l'issue de ce procès typique. L'accusé a pour conseiller un des avocats politiques les plus connus. Visiblement Knorr jouit de l'appui de larges cercles de la population allemande de l'Ouest ; et pas seulement de ceux-ci. Du moment qu'il se réfère au jugement de Nüremberg, jugement qui est une partie intégrante du droit, il ne sera pas facile à l'accusation d'atteindre Knorr. C'est de la composition du tribunal que dépendra le jugement.

Nüremberg 1963

Si Knorr était acquitté, MM. Hensinger, Speidel, Foertsch, Kammhuber et Ruge (c'est d'eux dont il s'agit) devraient évidemment en tirer les conséquences. Car Knorr pourrait, non moins évidemment, continuer à utiliser ses constatations. Si Knorr perdait le procès, on aurait, une fois de plus, la preuve que dans la République fédérale allemande une répétition du funeste passé allemand n'est pas tout à fait exclue.

Ainsi doit être posée la question de savoir si le jugement de Nüremberg pour « les généraux d'Hitler », par suite de leur complicité à une criminelle guerre d'agression est encore valable ou pas. Pour nous il l'est.

Louis Fouilleron.

**OFFRE EXCEPTIONNELLE
AUX LECTEURS DE TRIBUNE SOCIALISTE**

Grâce au Marché commun qui, facilitant les accords de coédition, permet d'amortir sur plusieurs éditions en langues différentes les frais d'un tirage unique des documents en couleurs, nous pouvons vous offrir un abonnement d'un an à :



**LA PREMIÈRE REVUE
ARTISTIQUE EUROPÉENNE
au prix sensationnel de 20 F.**

Chaque numéro de « GALERIE DES ARTS » comporte au minimum 40 pages d'actualités artistiques en couleurs. (10 numéros par an, dont deux numéros spéciaux encore plus importants.)

L'AMBITION DE GALERIE DES ARTS ?

- 1) **SERVIR DE GUIDE** à tous ceux que passionnent le présent, le passé et l'avenir des Beaux-Arts.
- 2) **COMPRENDRE L'AUJOURD'HUI** comme on le comprendra demain en dehors de tout esprit d'école, de spéculation, de mode. **DEFINIR** l'évolution actuelle.
- 3) **DECOUVRIR LES ARTISTES** grâce à leurs œuvres, mais aussi éclairer les œuvres par ce que nous connaissons des artistes.
- 4) **UTILISER TOUTES LES RESSOURCES DE LA TECHNIQUE** pour présenter les œuvres au plus grand nombre, et au prix le plus modique, grâce à des reproductions de la plus parfaite qualité.

AUX ENSEIGNANTS, AUX ARTISTES, A TOUS CEUX QUI SONT A QUELQUE TITRE RESPONSABLES DE LA DIFFUSION DE LA CULTURE ARTISTIQUE, « GALERIE DES ARTS » OFFRE UNE DOCUMENTATION DE GRANDE IMPORTANCE, UNE AIDE TRES PRECIEUSE.

Abonnez-vous !
20 F.
Profitez de la
campagne de
lancement
qui s'achève
le 10 avril.

● Je désire souscrire un abonnement d'un an (abonnement qui me permettra de recevoir également sans supplément les deux numéros spéciaux de « Galerie des Arts ») en bénéficiant du tarif exceptionnel de 20 F. (1)
● Je désire recevoir un numéro spécimen gratuit (1)

NOM ADRESSE

Chèque bancaire - Chèque postal trois volets - Mandat joint libellés au nom de « Galerie des Arts ».

BON A RETOURNER AVANT LE 10 AVRIL.
« Galerie des Arts », 15, rue Malebranche, Paris (5^e). - C.C.P. 19.296-14 - PARIS.

(1) Rayer la mention inutile.

BON

à coller sur
la lettre d'envoi.

LES RESIDENTS D'ANTONY FONT LA GREVE DES REPAS

TROIS MILLE étudiants ont manifesté dimanche dernier leur mécontentement à la Résidence universitaire d'Antony. En ne prenant pas leur repas au restaurant universitaire, ils ont montré qu'ils en avaient assez de la nourriture infecte qu'on leur y sert.

Très démocratiquement, la grève avait été préparée par le bureau de l'A.E.R.U.A. (1) grâce à un référendum où le principe de la grève avait été adopté par 1.178 voix contre... 83.

Pour gêner au maximum l'administration de la Résidence, le bureau des étudiants n'avait pas communiqué à l'avance la date de cette grève. Les étudiants trouvèrent donc les portes du restaurant fermées et gardées par des piquets de grève, lorsqu'à midi ils descendirent pour déjeuner. Ils prirent d'autant mieux la chose que cette grève était la leur puisqu'ils l'avaient décidée, qu'un repas au restaurant universitaire n'est pas considéré comme une fête, et que l'A.E.R.U.A. avait installé un buffet où l'on servait trois sandwiches pour le prix normal du repas, soit 1,20 F ; ces trois sandwiches représentaient d'ailleurs un repas

incomparablement meilleur que beaucoup de ceux qui sont ordinairement servis au restaurant universitaire...

Quatre étudiants en tout, qui se prenaient sans doute pour des « briseurs de grève », jugeant selon toute vraisemblance leurs repas habituels appétissants, tinrent tout de même à aller déjeuner ce jour-là. Cette manifestation de solidarité toucha beaucoup les trois ou quatre cents étudiants présents, qui huèrent copieusement les « jaunes ».

Bilan de l'action : quatre repas servis sur les 1.800 servis normalement le dimanche midi à la Résidence ; 1.200 sandwiches distribués par l'A.E.R.U.A. Un succès total, qui augure bien des prochaines actions si le CoPar fait la sourde oreille.

En dehors des félicitations qu'il convient d'adresser au bureau de l'A.E.R.U.A. pour son efficacité depuis le début de l'année et pour son dynamisme, notons :

1° Que les repas, servis à 1,20 F, sont souvent considérés, à l'extérieur du mouvement étudiant, comme des « avantages » et que, du fait d'un

certain nombre d'« avantages » de cet ordre, les étudiants semblent jouir aussi d'une situation enviable. Leurs grèves ne sont que des manifestations folkloriques, et eux ne sont que des rigolos démagogiques.

Or beaucoup d'étudiants vivent avec moins de 300 F par mois. Au prix où sont les chambres de bonne sans eau ni chauffage, les livres de notre enseignement supérieur — qui n'est pas obligatoire, mais surtout pas gratuit — beaucoup d'étudiants ne mangeraient que des sandwiches à chaque repas, si les sandwiches étaient moins chers que le restaurant universitaire : $1,20 F \times 2 \times 30 = 72 F$. Cette somme, pour minime qu'elle soit, représente parfois plus du quart d'un budget étudiant. Un « avantage » de cet acabit n'est alors qu'une aumône sans laquelle l'étudiant serait forcé de boucler ses valises pour partir au service...

2° Que, quel que soit leur prix, des repas infects deux fois par jour pendant cinq, six ou sept ans d'études, finissent par venir à bout de la plus robuste santé et de l'optimisme le plus béat.

Enfin, il faut noter pour terminer que, si la grève du dimanche 17 mars a, espèrent les étudiants, gêné l'administration, elle a surtout pour but d'attirer l'attention de l'opinion publique et des vrais responsables sur leur faim. L'administration de la Résidence d'Antony n'a sur ce point qu'une responsabilité tout à fait minime.

Les vrais problèmes sont ceux que posent l'inaction de la F.E.P. (2), opposée à l'U.N.E.F. et traîtresse aux étudiants ; le silence et la complaisance de certains fonctionnaires du CoPar ; les manipulations étatiques qui ont introduit au C.N.O. des représentants d'un syndicat étudiant factice et non représentatif suscité par le gouvernement, et enfin, et surtout, le budget de misère alloué à l'Education nationale par un gouvernement réactionnaire et antisocial.

J.-C. Hubi.

(1) A.E.R.U.A. : Association des Etudiants de la Résidence Universitaire d'Antony.

(2) F.E.P. : Fédération des Etudiants de Paris. Opposée à l'U.N.E.F., elle gère avec le COPAR les restaurants universitaires parisiens.

La crise chez les étudiants communistes

Dépasser le stade de la contestation théorique

Il y a un peu plus de deux ans, l'affaire Servin-Casanova avait déjà montré la marge exacte de liberté que le parti communiste entendait laisser à l'U.E.C.

La crise actuelle semble être d'une autre ampleur : ce n'est plus seulement une orientation passagère, — et à propos d'un événement précis comme la manifestation du 27 octobre 1960 — que le parti doit rectifier.

Il semble difficile cette fois-ci que le parti communiste s'en sorte par des mesures individuelles, comme en 1960 le limogeage du secrétaire général, Robrieux, et l'autocritique de son successeur, Piel. A travers la crise actuelle, c'est la conception même de l'U.E.C. qui se trouve fatalement mise en cause et, quel qu'en soit le résultat, cette crise laissera des traces profondes chez un grand nombre d'étudiants communistes.

Le reproche principal que le P.C. met en avant ces derniers temps semble être l'importance trop grande qu'accorde l'U.E.C. au P.S.U.

Dans le numéro 908 de *France Nouvelle*, Baillet écrit : « Elle (la conception erronée qu'aurait l'U.E.C. de l'unité) ne tient pas compte du courant d'unité grandissant entre socialistes S.F.I.O., communistes et autres républicains dont les élections générales et les luttes présentes fournissent de nombreux exemples. »

Elle favorise l'existence de courants sectaires sous prétexte que la S.F.I.O. n'aurait pas de force parmi les étudiants. Mais en même temps le P.S.U. est présenté comme une force importante de la démocratie, alors que son dernier congrès a montré son désarroi. »

Et, dans le précédent numéro, Echard tentait de ressusciter d'hypothétiques étudiants S.F.I.O. en donnant à l'U.E.C. le bel exemple de lucidité politique du camarade Southon, secrétaire des Jeunesses S.F.I.O.

Pour faire la démonstration de cette surestimation du P.S.U., toutes les exagérations et tous les truquages sont bons.

Ainsi Baillet dit : « L'accueil fait au représentant des étudiants du P.S.U. venu apporter son accord avec le programme de l'U.E.C., montre que

« 21-27 »

L'U.N.E.F. vient de sortir le premier numéro de son nouveau mensuel « 21-27 L'Etudiant de France ».

Nouveaux lecteurs, nouvelle formule.

Des articles sur le cinéma clandestin, les jeunes et aussi sur le syndicalisme : logement, photocopies.

Ce petit format ne sera plus distribué gratuitement mais vendu par les militants.

de nombreux délégués n'ont pas une conception juste de l'unité des forces ouvrières et démocratiques. »

Ce représentant des E.S.U. à ce congrès n'a pas apporté un quelconque accord au programme de l'U.E.C., sur lequel bien des critiques fraternelles restent à faire, mais s'est contenté de souligner les points qui nous paraissent positifs, à savoir une analyse du phénomène européen qui tranche sur le dogmatisme auquel nous a habitués en cette matière le parti communiste et un paragraphe disant notamment que les perspectives du socialisme étaient au cœur même du problème de la démocratie.

Il n'a pas reçu un accueil différent des autres délégués. Mais peut-être Baillet eut-il souhaité des sifflets ? Où est le sectarisme ?

Nous n'avons aucune raison de cacher, en ce qui nous concerne, ce que nous avons retiré de positif des longues luttes que nous avons mené côte à côte avec nos camarades communistes. Faudrait-il que les étudiants communistes taisent peureusement ce qui leur paraît juste dans les mots d'ordre de notre parti ?

Que reproche, par ailleurs, le parti communiste à l'U.E.C. et en particulier à son programme ? Essentiellement l'analyse que celle-ci fait du monde étudiant.

Pour répondre au refus de l'U.E.C. de définir l'étudiant par son origine

sociale, un certain nombre de maldresses de Laurent et surtout de Baillet ont pu faire penser que le P. C. s'en tenait au critère de l'origine sociale. Rectifiant les bourdes de ses subordonnés, Maurice Thorez a rappelé, à la Mutualité, que le critère fondamental demeurait la place occupée dans les rapports de production.

D'où cette méfiance, traditionnelle envers les intellectuels, car c'est en temps qu'intellectuel que l'on admet que les étudiants aient leur place dans le combat démocratique.

D'où cette conception de l'U.E.C., considéré essentiellement comme une organisation de jeunes, dont le rôle est de populariser des mots d'ordre « simples et joyeux ».

D'où le refus constant du P. C. de reprendre la revendication d'un pré-salaire étudiant. Et l'on peut se demander par quel miracle dialectique les étudiants communistes peuvent concilier la revendication du pré-salaire avec les propositions de loi du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Le programme sorti du congrès est déjà un compromis et le texte préparatoire a souvent été bien édulcoré. La condamnation des comptes rendus du congrès faits par la « presse bourgeoise » — et en particulier par « France-Observateur » — que l'on trouve dans le deuxième communiqué du Bureau National, et, de façon encore plus violente dans le numéro de « Clarté » qui vient de sortir, est aussi un compromis. Mais il est un peu tardif, et il paraît trop céder aux pressions de la base (après les lettres que l'appareil du parti a soigneusement fait monter de différents secteurs) pour être efficace.

Il n'a en fait nullement satisfait la direction thorezienne. Certes, sur le fond, l'U.E.C. n'a pour le moment, rien cédé. Mais, de compromis en compromis, on peut se demander où vont aboutir les étudiants communistes, car il paraît de plus en plus certain que le P.C. ne cédera pas, à moins d'une autocritique sur le fond. Les étudiants communistes paraissent pourtant résolus au conflit et avoir choisis leur terrain en conséquence.

En fait, la ligne de force sur laquelle ils se battent est fragile.

Incapables de remettre en cause leurs liens avec le P.C.F., leur critique ne peut s'exercer que dans le cadre du mouvement communiste international. Et quand ils entreprennent de montrer que le P.C.F. n'a jamais véritablement déstalinisé, ils le font en montrant le décalage entre la politique khrouchtchevienne et son application en France.

Certes le P.C.F. a tellement de retard en la matière et l'esprit critique de ses militants a été tellement longtemps étouffé que cette critique est positive et que c'est peut-être là le seul biais praticable. Il n'empêche que cette façon de faire appel à une direction contre une autre direction, de contester une pratique stalinienne au nom d'un autre monolithisme est politiquement ambiguë.

Quand nous voyons le sommaire du dernier « Clarté » annoncer un article intitulé « Ivan Denissovitch et nous » et que nous cherchons vainement cet article à l'intérieur du journal, nous nous étonnons à juste titre.

Est-ce que par hasard entre la rédaction de cet article et la parution du journal, l'intervention de Khrouchtchev condamnant notamment la floraison de récits sur les camps de concentration de l'époque stalinienne, aurait amené une modification de la « ligne » de l'U.E.C.

Est-ce cela votre kroutchevisme : un nouveau suivisme ?

Il est regrettable que, de l'influence italienne, vous ayez oublié le plus fertile : la notion du polycentrisme.

Nous craignons un peu qu'à nos questions ce ne soit bientôt une nouvelle litanie qui ne réponde.

Jacques Kergoat.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM

Adresse

.....

.....

Désire s'abonner

Pour une durée de (Rayer les mentions inutiles.)

Soutien 50 F

1 an 28 F

6 mois 15 F

3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

Le numéro 56 de
Perspectives Socialistes
est paru.

Au sommaire :

- La crise du logement.
- Les rêves de quelques gauches.
- La démocratie communale dans un village du Maine-et-Loire.
- L'assistance technique au Maroc.
- Etc., etc.

Perspectives Socialistes : 54, bd Garibaldi, Paris-15^e.

Le prochain numéro sera consacré à :
LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

CONTRE LA POLITIQUE MILITAIRE DU GAULLISME :

IL FAUT ABOLIR L'ORDONNANCE DE JANVIER 1959

LA réquisition des mineurs — à laquelle ils ont refusé de répondre — a été faite en partie par application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur « l'organisation de la défense ».

Cette ordonnance est l'une des pièces maîtresses du pouvoir que l'armée s'arroge peu à peu sur la nation, l'une des armatures du régime gaulliste. C'est pourquoi nous en préconisons l'abolition.

D'après cette ordonnance, toute la population active masculine de 18 à 60 ans peut être mobilisée sous prétexte de « défense », et pas seulement en cas de guerre. D'après la loi du 21 juillet 1962, qui complète l'ordonnance, « la réquisition peut s'appliquer au personnel féminin dans les mêmes conditions et les mêmes pénalités que pour le personnel masculin ».

Ainsi, pendant 42 ans, tout le monde peut être mobilisé si le gouvernement estime que le pays est en état de « défense ».

Le service militaire ne concerne plus la paix et la guerre. Il embrasse, sous le nom de « service national », toutes les situations où le gouvernement estime qu'il doit se défendre contre des adversaires intérieurs ou extérieurs.

Cela peut être le cas au cours de luttes sociales qui entraîneront les travailleurs non seulement en France, mais dans les pays voisins, en Belgique, en Italie, en Allemagne.

Cela peut s'appliquer à des grèves, à des manifestations, à des revendications généralisées dans laquelle le pouvoir, le régime, la bourgeoisie, se

sentiront « menacés ». On sait qu'en 1953, Laniel avait déjà envisagé la mobilisation des cheminots, et nul doute que dans l'entourage de de Gaulle on se préoccupe actuellement, malgré l'échec de la réquisition des

Le poids des armements

Dans un rapport du secrétariat général de l'O.N.U. sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, publié en 1962, on donne les chiffres suivants, qui se passent de commentaires :

A L'OUEST :

	Dépenses militaires inscrites au budget, en % de la formation brute de capital fixe
Etats-Unis	58,3
Républ. Féd. d'Allemagne	16,7
France	34,7
Italie	14,9
Grande-Bretagne	42,1
Suède	22,4
Brésil	22,4
Grèce	29,5

A L'EST :

	en % des investissements fixes bruts
U.R.S.S.	34,4
Yougoslavie	27,8
Pologne	22,1
Chine	27,8
Tchécoslovaquie	28
Roumanie	23,1

mineurs, de mesures éventuelles de mobilisations industrielles.

L'ordonnance décide que le gouvernement, en cas de « menace ou d'agression, interne ou externe, peut décider soit la mise en garde, soit la mobilisation générale ». Cette mise en garde peut avoir lieu lorsque la menace porte « notamment sur une partie du territoire, sur un secteur de la vie nationale ou une fraction de la population ».

On voit, par l'attitude du gouvernement, ce qu'il appelle une menace sur « un secteur de la vie nationale » : par exemple les charbonnages, les chemins de fer, l'électricité... De fait, chaque fois que des mouvements revendicatifs se généralisent, le pouvoir gaulliste réagit en menaçant de réquisition : récemment les agents des lycées, de la R.A.T.P., etc.

En même temps, l'ordonnance prévoit que des régions de France pourront, dans les mêmes circonstances, être déclarées zones des armées et placées sous autorité militaire, au nom de la mise en garde et sur décision du Président de la République.

D'ailleurs, cette ordonnance, complétée par la loi du 21 juillet 1962, est toute entière tournée contre la liberté des travailleurs et des citoyens. La loi indique que « certains personnels volontaires ou désignés peuvent être, en raison de leur situation civile ou de leurs capacités professionnelles, affectés à des emplois désignés par décrets, au titre des corps spéciaux du service de défense. Dans ces emplois, ils sont à tout point de vue considérés comme militaires ».

M. Robert Bouvier, vice-président de la Fédération des officiers de réserve républicains, commentait cette situation de la façon suivante dans une conférence, en janvier dernier : « Un décret du 23 novembre 1962 déclare que pourront être affectés sur place les travailleurs de presque toutes les grandes administrations, entreprises et formes d'activités qui couvrent le pays. La liste annexée au décret comporte des éléments qui concernent tous les ministères et toutes leurs organisations, toutes les activités industrielles, commerciales, agricoles. On y trouve désignés aussi bien la Compagnie générale des Eaux, par exemple, la pêche en mer, les travaux publics, les transports maritimes ou aériens, les entreprises de recherches techniques, etc., que des industries extractives, sidérurgiques, chimiques, les industries diverses telles que le bois, l'ameublement, etc., ou encore les industries alimentaires diverses, les scieries, le textile, le travail du liège, etc., jusqu'à l'artisanat rural. »

Tout cela est très clair ! Il s'agit d'une pression intolérable et permanente de l'armée sur les travailleurs, dont les droits peuvent être suspendus à tout instant. Toutes ces mesures peuvent être appliquées chaque fois que le gouvernement le veut, en totalité ou en partie, sous toutes les formes, depuis la simple réquisition jusqu'à la mise en garde et la mobilisation.

Le grève des mineurs, les arrêts de travail chez les cheminots, dans la métallurgie, à l'E.D.F., sont donc constamment sous la menace.

En réalité, le pouvoir prétend « défendre » le pays, mais c'est la classe ouvrière qui se défend contre le pouvoir du patronat et de l'Etat, qui consacre un tiers de son budget aux dépenses militaires, alors qu'il refuse aux ouvriers des augmentations de salaires mille fois justifiées !

Il faut exiger partout l'abolition de l'ordonnance de janvier 1959. C'est un objectif essentiel de notre campagne contre la politique militaire du gaullisme, pour la constitution dans notre pays d'un vaste Front socialiste.

Pierre NAVILLE.

POUR LA NATIONALISATION DE LA RTF

Large débat à la Ligue des Droits de l'Homme

EN toute occasion, regardez avec intérêt et même avec sympathie les idéologies qui ne sont pas les vôtres. Cette maxime de tolérance, elle est du pape Jean XXIII et celui qui la prononce à la tribune du 50^e Congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme (qui s'est tenue à Paris durant le dernier week-end) c'est M. Diligent, ancien député M.R.P. Que sa présence en une telle assemblée puisse paraître dès l'abord insolite, le président Daniel Mayer le note dans son rapport introductif ; mais pour ajouter aussitôt que la lutte menée par le parlementaire du Nord pour la transformation de la radio-télévision d'Etat en un service public à gestion autonome lui donnait pleinement qualité pour être partie prenante dans le débat qui s'ouvrait.

Car tel était le thème de ce Congrès : le rôle et la place de la radio et de la télévision en démocratie. Qu'il y ait, de ce point de vue, des questions à se poser aujourd'hui, nul ne le conteste. Georges Gombault, dans le rapport écrit envoyé aux sections, soulignait que « comme la langue d'Esopé, elle (la radio-télévision) peut être la meilleure ou la pire des choses » et que « c'est un truisme de dire qu'elle est actuellement fort mauvaise ». Certes, comme l'écrivait Gombault, « tous les gouvernements ont eu une propension à se servir de la radio » ; mais, comme devaient le souligner tous les orateurs, une aggravation nette s'est produite depuis le 13 mai 1958. L'un des orateurs, journaliste professionnel, devait rappeler que c'est au lendemain du 13 mai que furent supprimées les 5 minutes allouées sur les ondes à la Ligue des Droits de l'Homme chaque semaine. Il souligna également qu'en 12 ans, avant 1958, un seul directeur général avait eu la charge de la R.T.F. ; mais que, depuis, chaque année voit la nomination d'un nouveau directeur, ainsi mis dans l'impossibilité de développer une véritable politique dans la maison.

Aly Brille, de la 9^e section, dans un remarquable rapport complémentaire, après l'histoire de la situation de la R.T.F. par rapport à l'Etat, souligna la situation unique dans le marché du monopole absolu accordé à l'Etat sans aucune contrepartie.

« Nous aurions des leçons à prendre affirma-t-il, chez nos voisins européens. Il est vrai que, par exemple, en Italie et en Allemagne fédérale, existent des postes secondaires sous contrôle des autorités régionales et locales. A la fin de son intervention, A. Brille devait faire de nombreuses propositions qui se retrouvent dans la résolution adoptée par le Congrès :

« La Ligue des Droits de l'Homme demande la séparation de la R.T.F. et de l'Etat ; elle estime indispensable que soit décrétée la nationalisation de l'établissement R.T.F. »

La haute tenue et l'intérêt des débats entrepris à ce Congrès, le sérieux de la résolution votée, la décision prise d'entreprendre une grande campagne pour la réalisation de ces objectifs tout à contribué à faire de ce Congrès une contribution importante à la recherche entreprise par une fraction croissante de la gauche pour « moderniser » son programme.

Le 50^e Congrès s'est également prononcé pour l'abolition de la peine de mort, sans exception et pour la création d'un « Comité National des Grâces », composé de juristes, de médecins et de psychologues.

P. L.

RADIO-TELEVISION EN QUELQUES CHIFFRES

En 1962 :

- 80 p. 100 des foyers ont un récepteur de radio ;
- 25 p. 100 des foyers ont un récepteur de télévision ;
- le nombre total des postes récepteurs de radio s'élève à 14 millions ;
- celui des postes de télévision à 3 millions et demi.

En 1970 :

On prévoit 10 millions de postes de télévision.

Et puis...

La redevance sur les postes de radio et de télévision s'élève annuellement à 682 millions de francs (1963).

Malgré cela, le déficit de la R.T.F. (du à des dépenses d'équipement insensées) est de 35 millions de francs.

Et enfin...

L'Américain passe une moyenne de 5 heures par jour devant son récepteur de télévision.

Aux dernières élections danoises, 15 p. 100 des électeurs ont avoué avoir modifié leur vote à la suite d'une émission télévisée.

A propos de :

La semaine contre la faim

La lutte contre la faim dans le monde est l'objet d'une semaine d'action.

Elle sera marquée en France par l'émission d'un timbre.

La presse tout à coup semble s'être rendu compte que deux hommes sur trois ne mangeaient pas à leur faim.

Et cartes à l'appui on nous explique que l'Asie, l'Afrique et une partie de l'Amérique latine sont en état de jeûne chronique avec moins de 2.200 calories par jour, alors que le minimum vital est de 2.600.

C'est le problème des pays sous-développés, cette fois posé non en termes politiques de rapports de force, mais en termes humains du droit à la vie.

Mais l'un et l'autre sont indissociables.

Si l'on excepte les justifications malthusiennes (trop d'hommes), économiques (manque de terres cultivables), racistes (déclin du travail) ou d'appréciation (croissance que l'assistance résoudra tout), si l'on excepte

te ces justifications on se trouve face à des impératifs clairs et politiques.

La lutte contre l'analphabétisme, seul moyen d'évolution sociale, capable de permettre la réforme agraire et de la faire triompher. Et enfin, la stabilisation du cours des matières premières.

Or, ces objectifs ne sont applicables qu'après une transformation politique des Etats. L'expérience de l'Alliance pour le Progrès pour l'Amérique latine est là comme preuve. Les prêts des U. S. A. sont plus employés à maintenir les gouvernements en place qu'à construire des écoles. Et les paysans (ou les compagnies nord-américaines) s'opposent à toute transformation du régime agraire et à tout aménagement des cours qui interdirait la spéculation.

Cette semaine de lutte contre la faim n'aura donc de sens que si elle est menée de pair avec une lutte pour le socialisme.

Frédéric Desnant.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

Vente des "bons de soutien"

Classement provisoire : 1^{er} MOSELLE - 2^e CORRÈZE - 3^e FINISTÈRE

La campagne « Bons de soutien » bat son plein. Un grand nombre de fédérations ont passé leur troisième commande.

Toujours en tête, la Moselle, suivie de près par la Corrèze, le Finistère, l'Indre-et-Loire, la Meurthe-et-Moselle, l'Yonne. D'Algérie, nous recevons une lettre d'un camarade nous disant : « Mes collègues, presque tous Algériens, très touchés par l'aide efficace que nous apporte la Commission nationale de Solidarité, ont favorablement accueilli ma proposition de bons de soutien à la « Tribune

Socialiste ». Veuillez donc trouver, ci-joint, un chèque de 100 francs pour le paiement de 10 carnets. »

Nous avons tardé à faire connaître les modalités des primes et concours. C'est que nous avons beaucoup discuté et réfléchi à la méthode la plus équitable. Voici ce qui a enfin été décidé.

PRIME A LA VENTE

Un abonnement gratuit sera fourni à chaque fédération (deux abonnements pour les fédérations

de 500 à 1.000 adhérents, trois abonnements pour les fédérations de plus de 1.000 adhérents).

Chaque fédération déterminera elle-même la destination de cet abonnement (documentation fédérale, documentation de la section qui aura vendu le plus grand nombre de carnets, meilleur vendeur de la fédération).

La fédération nous fera connaître le destinataire choisi, ainsi que l'abonnement choisi (Partisans, Temps Modernes, Esprit, Economie et Humanisme, Perspectives Socialistes, Cahiers du C.E.S.).

CONCOURS DE VENTE

Il s'agit d'un concours entre sections. Mais il y a au P.S.U. des sections de 200 adhérents et des sections de 25. Il est donc indispensable d'attribuer les voyages aux sections qui auront vendu le plus grand nombre de carnets par adhérent.

Chaque fédération devra faire ce calcul pour ses sections, sur la base des cartes rentrées au 31 décembre 1962 et nous faire connaître le pourcentage de la meilleure section. Nous pourrons alors déterminer les « champions » parmi les « champions ».

Informations

Elections cantonales partielles dans l'Isère

Deux élections cantonales partielles ont eu lieu récemment dans l'Isère, à Saint-Marcellin et à Grenoble-Nord. Sans reproduire dans leur détail les résultats du scrutin, qui ont été publiés par la presse quotidienne, nous pouvons faire, sur ces deux consultations, les constatations suivantes :

1^o) Comme toujours dans les élections partielles, chute considérable du pourcentage des votants, plus sensible à Grenoble qu'à Saint-Marcellin, canton rural ;

2^o) Front commun de toute la droite, qui s'est entendue pour présenter un seul candidat : U.N.R. à Grenoble et M.R.P. camoufflé à Saint-Marcellin ;

3^o) Le P.C. et le P.S.U. ont présenté un candidat dans les deux cantons ; la S.F.I.O. seulement à Grenoble. Dans ce canton, au deuxième tour, sur l'initiative du P.S.U., un appel commun S.F.I.O.-P.S.U. a été lancé en faveur du candidat du P.C. ;

4^o) A Saint-Marcellin, le P.S.U. est arrivé en tête des candidats de gauche, comme en 1961. Il a progressé en valeur absolue (de 515 à 556), malgré la diminution du nombre des votants. Progrès en pourcentage : de 12,5 à 15,3 p. 100 ;

5^o) A Grenoble-Nord, la S.F.I.O. a perdu de 1958 à 1963, en pourcentage : de 17,3 p. 100 à 14,2 p. 100. Le P.S.U., qui n'avait pas de candidat en 1958 (il n'existait pas), a obtenu 9,2 p. 100, ce qui marque une légère progression par rapport aux élections législatives.

Débat à Metz

La section P.S.U. invite les lecteurs de la Tribune socialiste à la réunion-débat qu'elle organise le mercredi 27 mars, à 20 h. 45, café de Paris, place Saint-Louis, à Metz.

Notre camarade Pierre Belleville, membre du C.N.P., traitera le sujet suivant : « P.S.U. et gauche française en 1963 ».

Les J.S.U. ont édité deux affiches :

I. - A travail égal salaire égal

Contre les abattements d'âge
Pour le respect des contrats
d'apprentissage

II. - Guerre à la bombe atomique

Les fédérations des sections
peuvent passer leurs commandes aux J.S.U., 8, rue Henner,
Paris-9^e.

Colloque sur la paysannerie

Le Grand Orient de France organise, les 3, 4, et 5 mai 1963, dans la salle de la Conférence générale du palais de l'UNESCO, un colloque sur les problèmes de la paysannerie française. On relève notamment à l'ordre du jour l'examen des questions suivantes : structures agraires en France ; marchés et prix ; Marché commun ; planification et investissements dans l'agriculture.

Cotisation de soutien

Le P.S.U. dispose de ressources insuffisantes.

Il y a des portes — que d'autres connaissent bien — auxquelles nous refusons de frapper.

C'est aux seuls amis et sympathisants que nous nous adressons.

Tous ceux qui en ont la possibilité se doivent de s'imposer une cotisation mensuelle supplémentaire proportionnée à leurs ressources.

Retournez-nous au siège du Parti, 8, rue Henner, Paris-9^e, la déclaration ci-dessous et versez à Maurice lein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35, Paris), votre première mensualité.

A tous, merci, et en avant pour le Socialisme authentique !

Le Secrétaire national :

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier national :
Maurice KLEIN.

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse)
m'engage à verser chaque mois à Maurice Klein, trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de
..... F.

Signature :

Saint-Germain-en-Laye :

La section du P.S.U. de Saint-Germain-en-Laye organise vendredi 22 mars, à 20 h. 45, à la Bourse du Travail, rue Grande-Fontaine, une réunion d'information au cours de laquelle Yves Jouffa traitera le sujet suivant : « Le régime gaulliste menace les libertés fondamentales. En modifiant le Code pénal, il a déjà réalisé une partie de ses objectifs. »

Un appel de l'A.N.A.C.R.

Au terme du congrès de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (1), un appel a été lancé à tous les anciens résistants de France.

« Certes, chacun de nous a, selon ses convictions, pris position sur les problèmes qui intéressent la nation, dit le texte voté à l'unanimité. Il a

rejoint tel ou tel parti, tel ou tel syndicat ou bien il n'en a rejoint aucun. Tout ne nous est pas commun, mais ce qui nous fut commun n'a cessé jamais de l'être : l'amour de la patrie, la haine de l'oppression, le goût de la liberté, l'aspiration à la paix et la fraternité universelle. »

Noble appel qui tranche lumineusement dans la division du monde de la résistance et de la déportation. Hélas ! l'esprit de parti pris a fait beaucoup pour « dénaturer et falsifier ce capital national, comme le dit une motion adoptée, qui fut en son temps, le plus puissant mouvement populaire de l'époque contemporaine ».

Il est vrai qu'on ne peut, sans nostalgie, contempler ce qui subsiste de la Résistance des années 1940 à 1945, pages, ô combien glorieuses ! de l'histoire de notre pays. Pages trop estompées aujourd'hui, et qui valent — parce que les buts de cette époque sont encore à atteindre — d'être rappelées à la conscience de la jeunesse.

Dans les nombreuses motions votées, mentionnons celle sur le désarmement et la paix, et aussi celle qui rappelle le programme du C.N.R. de mars 1944 où toutes les familles spirituelles de la Résistance définissaient en commun leur conception et leur volonté de fonder une République nouvelle « qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité... liant la continuité de l'action gouvernementale au contrôle effectif exercé par les élus du peuple ».

L'appel des anciens résistants de l'A.N.A.C.R. vient à point pour rappeler aux Français oubliés le sacrifice des morts de la guerre de Libération nationale.

B.A.B.,
16, rue des Jeûneurs, Paris.

Réunion d'information

La section de Strasbourg organise le lundi 25 mars, à 20 h. 30, au restaurant « A la Ville de Paris » (rue des Frères), une grande réunion d'information sur le thème : « L'attitude du P.S.U. face à la politique militaire gaulliste. »

Orateur : Pierre Naville, de la délégation permanente du P.S.U.

Toulouse : Cercle populaire d'études

Le Cercle populaire d'Etudes de Toulouse organise le jeudi 28 mars, à 21 heures, salle du Sénéchal, une conférence avec Colette Audry, prix Médicis, qui traitera du sujet suivant : « La femme et la politique. La femme est-elle une citoyenne ? ».

Signe

Suite à l'écho « Les maîtres de Montreuil », paru en page 2 de T. S. 140, nous rappelons à notre camarade Suret, secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, que le sigle A.P.E.L. signifie : « Association de Parents d'Elèves laïcs ».

Message de nos amis cubains

Le camarade Roberto Fernandez Retamar a, au nom des écrivains et des artistes de Cuba, écrit à E. Depreux :

« Cher camarade,

« Votre lettre du 19 janvier nous « est malheureusement parvenue « très tard. Pour cette raison, il m'a « été impossible de vous transmettre mon salut le plus cordial à « l'occasion du II^e Congrès national « du P.S.U. »

« Je peux vous réitérer ma plus « grande sympathie et mes vœux de « succès dans la marche vers une « société socialiste qui constitue l'as- « piration de notre révolution, com- « me celle de votre Parti.

« Croyez, cher camarade, à mes « meilleurs sentiments. »

Nécrologie

Nous apprenons la mort de notre camarade Paul Combe, mort à l'âge de 73 ans. Militant de toujours, nous présentons à sa famille et à ses nombreux amis nos sincères condoléances.

PETITES ANNONCES

Camarade Paris, professeur de lettres retraitée, se relevant grave blessure manifestation décembre 61, donne leçons français, anglais et latin, 6^e, 5^e. S'adresser : Commission Solidarité P.S.U., 8, rue Henner.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : ● Rédaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : FIG 65-21

● Publicité :

Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

"LES PARACHUTISTES"

de Jean CAU

UN trio de combattants (1) F.L.N. — peur au ventre, rage au cœur — tente de glisser entre les mailles du filet que tisse autour d'eux une unité de paras (souples et cyniques). Ils se sont déjà distribués les rôles pour la postérité, les terroristes : le lâche trahira, le trouillard crèvera, le héros enfantera l'Histoire (M. Jean Cau, le sexe en campagne, jette ainsi beaucoup d'images qui feront frémir les nouvelles couches théâtrales).

Bon. Les voilà capturés par les léopards de la nuit. Nous allons les voir vivre. Dès qu'ils sont entre eux, les centurions n'ont qu'une hâte : se livrer aux délices du psychodrame, exposé autrefois par M. Moréno dans « Les Temps Modernes », du temps où M. Cau y écrivait (2). Nous les découvrons métamorphosés en Commission de sauvegarde des droits, en bougnoules, etc.

Les choses étant ce qu'elles sont, et parfois même leur contraire, 1) les bougnoules jouent à être paras, 2) les bougnoules ne seront pas ce que nous attendions (le héros trahit, le lâche héroïsme). Car l'on ne peut plus aujourd'hui se livrer aux beautés du théâtre psychologique maniachien du temps de MM. Henry (s) Bernstein et Bataille : il faut de l'ambiguïté. (Cf. : Pirandello, Brecht, Gené.) Les personnages de Monsieur Cau se dédoublent donc. Ce qui renouvelle l'attention et permet de délicieuses scènes scandaleuses (scandale : deuxième mamelle de tous les Vadim). Monsieur Cau a lu aussi Georges Bataille (« Les larmes d'Eros »). L'un de ses combattants raconte l'extase qu'il ressent à l'instant où, donnant la mort, son adversaire jette un dernier râle (d'amour !...). La guerre étant une femme à laquelle on fait l'amour, les guerriers sont tour à tour mâle et femelle. Avis aux amateurs.

Décor par Pace, mise en scène par Antoine Bourseiller, cette œuvre « forte », « audacieuse » (Monsieur Cau ainsi qu'à l'habitude use de son franc parler, ah ! mais, monsieur Guy Mollet), est présentée avec habileté et dans l'ensemble bien interprétée. Elle plaira aux lecteurs habituels de Monsieur Cau.

Emile Copfermann.

(1) Studio des Champs-Élysées.

(2) ...des choses amusantes : « le coup de barre », ou des poèmes. (« Lorsqu'un chenu Pasteur retour d'Equatoriale — Nous parla de l'amour qu'une race d'humains — Communément hommes féroces cannibales — Portent à leur prochain « Horrible chanson colonialiste, n° 125, juin 1956.)

MADemoiselle JULIE

MADemoiselle JULIE nous revient.

Après une longue absence, ce drame est de nouveau joué au Théâtre du Tertre.

La nuit de la Saint-Jean, il n'y a plus ni maître ni serviteur et Mlle Julie, pour avoir joué avec le feu devient la maîtresse du valet. Pour celui-ci, elle représente « la première branche de l'arbre qu'il faut atteindre pour sortir de sa condition ». Cependant les châteaux en Italie s'évanouissent avec le retour du maître : « Que voulez-vous, cela fait des générations qu'on leur a appris à obéir. » Et Mlle Julie, que le déshonneur a ravalé au rang le plus bas, n'a plus qu'à mourir.

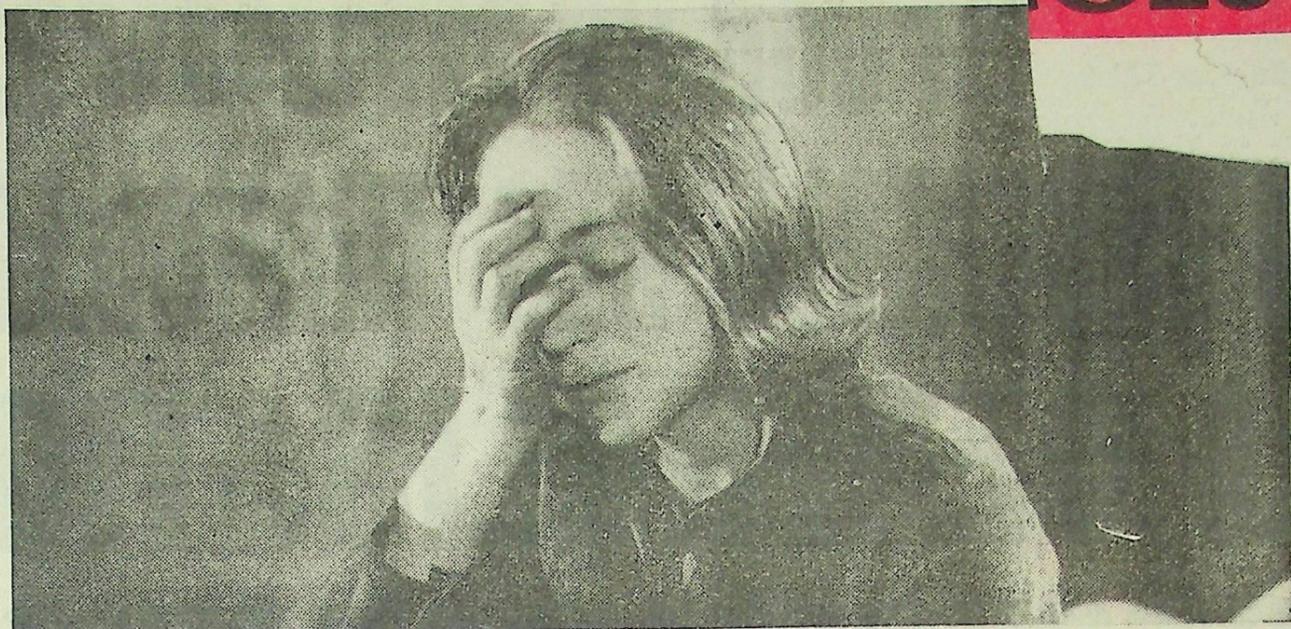
Ce sujet de mélodrame, Strinberg l'a traité avec passion, et si le valet n'est guère sympathique, ses efforts désespérés pour sortir de sa servitude héréditaire ne peuvent laisser insensible.

Et puis Nadine Alari, Raymond Loyer et Fabienne Mai donnent à leurs rôles une grande ampleur dramatique.

(Théâtre du Tertre.)

"LE PROCÈS DE JEANNE D'ARC"

GES



Florine Delay incarne une Jeanne d'Arc austère.

de Robert BRESSON

encore des gogos pour aller voir le dernier film de M. Roger Vadim.

Et, pourtant, il faut être bien bizarrement disposé pour trouver passionnant ce Procès. La recherche de l'austérité aboutit à une mise en scène inexpressive, Florence Delay, qui incarne Jeanne d'Arc, a dû neutraliser au maximum son visage, et, plus qu'une impression de dépouillement, d'austérité, de nudité, on a celle d'ennui, de grisaille.

Bresson, non sans un certain orgueil de créateur dont il a, dans sa situation, plus besoin que n'importe quel autre cinéaste, pense que son cinéma est le seul légitime et vrai, et que c'est l'autre cinéma, celui que font tous les autres, qui est faux, artificiel. Il y a quelque grandeur dans cet isolement : il est bien vrai qu'il faut en somme choisir entre Bresson et tous les autres, qu'ils s'appellent Welles, Visconti ou Antonioni, ou Eisenstein, ou n'importe qui.

Je crois qu'on peut quand même préférer l'autre cinéma et laisser Robert Bresson dans son splendide isolement. Avec, oui, un coup de champagne, lointain.

M. Ranchal.

Livres

LA PRESSE FEMININE

par Evelyne SULLEROT

DANS la collection Kiosque (1), dont nous avons déjà souligné la qualité, Evelyne Sullerot traite de la presse féminine. Le sujet, ordinairement, sert d'ironie facile aux chansonniers. Mais Evelyne Sullerot a adopté une perspective vaste et au-delà des conseils ménagers et romans roses, elle a su discerner l'énorme frustration dont la presse féminine est le reflet.

Abordant son étude sous l'angle historique et sociologique, Evelyne Sullerot jette les bases d'un portrait sociologique de la femme. Par une analyse très serrée de l'orientation de chaque journal, l'auteur retrouve les rêves de chaque classe sociale : 1) la mère de famille traditionnelle qui veut se sentir justifiée et qui, dans son journal, cherche des conseils pratiques et une morale qui met l'accent sur les devoirs de la femme ; 2) la bourgeoise moderne qui se veut à la page, s'intéresse à la pédagogie, à la psychologie, aux vedettes ; elle se veut belle à toute heure et veut goûter la vie ; 3) la femme de condition modeste ne s'intéresse ni aux vedettes de cinéma, ni aux nouveautés de la mode, mais seulement à son propre cœur et aux rêves qui peuvent colorer sa vie.

L'histoire de la Presse Féminine ne s'adresse pas seulement à ceux qui s'intéressent aux problèmes du journalisme, mais à tous ceux qui s'intéressent aux questions sociologiques. Evelyne Sullerot, débordant largement son sujet, nous offre un panorama de la femme dans le monde actuel.

O. Hahn.

(1) Armand Colin, édit., 7,80 francs.

PROBLÈMES DU SOCIALISME INTERNATIONAL

par Lelio BASSO

LE Centre d'Etudes Socialistes vient de prendre l'heureuse initiative de publier un recueil d'articles de Lelio Basso, membre de la direction du parti socialiste italien. Ces articles pour la plupart très récents permettent de se faire une idée des positions prises par la Gauche du parti socialiste italien tant en ce qui concerne les problèmes de l'évolution internationale dans le bloc soviétique et dans les pays capitalistes qu'en ce qui concerne les problèmes propres à l'Italie.

Nous signalons en particulier l'intérêt que présentent les études consacrées à l'évolution interne du parti socialiste italien et au problème de « l'ouverture à gauche ».

Lelio Basso qui est hostile à la politique menée par Pietro Nenni en ce domaine, sait pourtant estimer toute la complexité de ce tournant de la bourgeoisie et de la démocratie chrétienne. Une brochure à recommander et à faire connaître autour de soi.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 20 au 26 mars

LA POUPÉE

Un film de Jacques Baradier

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 20 au 26 mars

En réédition en hommage à Jacques BECKER

CASQUE D'OR

avec Simone SIGNORET

GOUT DE MIEL

de Tony RICHARDSON

IL existe deux formes de cet exotisme cinématographique destinée à éblouir le spectateur : le luxe et la laideur.

Goût de miel, en exotisme populiste, ne diffère point, dans son principe de laideur et de nausée, de la pacotille de luxe qui enrubanne La Baie des Anges.

Les extrêmes se touchent par la vertu d'un même snobisme : le morbide, selon Bergman, est aussi couru que la préciosité d'Antonioni.

Tony Richardson, après avoir réalisé Les Corps sauvages, dont le style violent s'inspirait de certains « jeunes gens en colère », a fait, avec Goût de miel, un film sans saveur, misérabiliste, rempli d'effets, une film qui sombre dans la pire convention du roman-feuilleton.

Une mère débauchée, abandonne sa fille, Jo, pour se remarier à l'âge de 40 ans ; la fille, laissée seule, a une liaison avec un Noir ; elle attend un enfant de lui ; mais le Noir partant pour un long voyage, c'est un pédéraste qui se prend d'affection pour Jo ; ce couple bâtard (elle, fille d'un arriéré mental ; lui, homosexuel) remonte peu à peu la pente de la solitude et du mépris pour fabriquer un bonheur fragile, jusqu'au jour où la mère, renvoyée par son deuxième mari, surgit dans l'appartement de sa fille et compte s'y installer. Le pédéraste est contraint de partir. Tout est sans issue ; une vie d'enfer commence entre la mère et la fille.

Sans compter que le scénario de Shelagh Delaney est d'une facilité extrême, il propose au jugement des cas pathologiques qu'il veut faire passer pour des schémas généraux de la psychologie humaine. L'outrance des descriptions irait d'ailleurs contre une sympathie éventuelle que l'on pourrait éprouver à l'égard des personnages. Il y a, de la part de l'auteur, un certain mépris dans la description caricaturale des personnages issus du peuple ; ce mépris, nous le sentons à chaque plan, si bien que Goût de miel agace plus qu'il ne choque.

Rien n'y est naturel, ni le jeu des acteurs, ni la mise en scène, ni les dialogues ; ce n'est pas un goût de miel, mais de fiel que l'on ressent dans la bouche après la projection.

Pierre Uytterhoeven.

Vent

Classement n°

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS PAR LA GENERALISATION ET LA COORDINATION DES GREVES

**Pour la satisfaction des revendications communes
des travailleurs :**

- *Augmentation des salaires*
- *Respect du droit de grève*
- *La semaine de 40 heures*
- *La 4^e semaine de congés payés*
- *L'augmentation des retraites et l'abaissement de l'âge de la retraite*
- *Contre le déclassement et le sous-emploi*
- *Du travail pour tous.*

**Pour le regroupement des travailleurs et de leurs
organisations syndicales et politiques contre
la politique antiouvrière du régime gaulliste,
sur le programme minimum suivant :**

- *Extension des droits syndicaux*
- *Gestion démocratique des entreprises publiques*
- *Nationalisation des grands monopoles privés sous le contrôle des travailleurs*
- *Planification démocratique et décentralisée permettant un développement harmonieux des différentes régions françaises.*

**L'UNITE DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE METTRA EN ECHEC LE REGIME GAULLISTE, CELUI DU MEPRIS
ET DE LA DURETE A L'EGARD DES MASSES POPULAIRES.**

- **Intensifions la solidarité financière ;**
- **Développons de véritables Comités de soutien à la grève, contrôlés par les travailleurs en lutte ;**
- **Organisons des manifestations d'appui à la grève.**

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ